

Que faire ?



SFA

société française des architectes

2e trimestre 2019

Bulletin n°55

Sommaire

| | | |
|--|--|-------------|
| Éditorial | | p.3 |
| Paul Chemetov | L'architecture doit redevenir critique | p.4 |
| Marie Fourtané | Que faire ? | p.5 |
| Olivier Gahinet | L'architecture pour empêcher la fin du monde | p.6 |
| François Frédéric Muller | Atterrissage raté | p.10 |
| Guilhem Roustan | Que faire ? Pourquoi pas de l'architecture ? | p.12 |
| Bernard Paurd | Faire mieux et plus, moins cher | p.14 |
| Benjamin Cimerman | Réinvestir les questions techniques et repenser la maîtrise d'oeuvre | p.16 |
| Michel Bourdeau | L'Urbanisme en France depuis quatre decennies. | |
| | Pour une architecture du territoire | p.18 |
| Laurent Salomon | «Un monde mal partagé ne donne rien de bon» | p.19 |
| Franco Purini | Pour une architecture politique | p.21 |
| | | |
| Lancement troisième édition, Prix Le Même | | p.24 |
| | | |
| Le Visiteur | | p.26 |
| | | |
| Pourquoi adhérer à la Société française des architectes ? | | p.27 |

BUREAU 2019

Président Olivier Gahinet

1er vice-président Philippe Rivoirard

Vice-présidents

Pascal Q. Hofstein

Jean Claude Laisne

Frank Salama

Secrétaire Générale Christine Alexandre

Trésorier Hervé Dubois

Membres

Luc Régis Gilbert

Julien Gougeat

Miguel Macian

Membres du conseil d'administration

Christine Alexandre, Hélène Bergeron, Jean-Bernard Bethgnies, Hervé Bleton, Pierre Boudry, Jean-Luc Chassais, Gwenaël Clement, Tania Debbas, Hervé Dubois, Olivier Gahinet, Luc-Régis Gilbert, Olivier Girard, Julien Gougeat, Louis Guedj, Jean Claude Laisné, Pascale Lamy, Miguel Macian, Jean-François Marti, François-Frederic Muller, Édouard Mure, Antoine Pélissier, Philippe Rivoirard, Frank Salama et Laurent Salomon

Membres de Droit

Pablo Katz

Pascal Q. Hofstein

Éditorial

par Olivier Gahinet

Nous connaissons tous l'ampleur de la crise de civilisation actuelle : le climat se modifie à vive allure, le nombre des espèces vivantes s'effondre et notre environnement s'appauvrit. Les dispositions prises pour remédier à cette situation peuvent sembler au mieux timides, au pire insignifiantes : en tout cas insuffisantes puisqu'elles n'ont eu aucun effet sur la consommation de pesticides ou la production de CO₂, par exemple.

Que faire ? La question est très complexe, et l'on pourrait nous dire que nous sommes des amateurs et que ce bulletin est bien trop mince pour traiter de tels sujets. Des amateurs ? Non : les architectes sont au cœur des contradictions du système. Face à la crise, notre compétence ne peut se limiter à prévoir des matériaux bio-sourcés ou à mettre des anoraks aux bâtiments pour les isoler. Nous devons redevenir une force de proposition pour toutes les questions qui touchent à l'organisation du territoire et aux manières d'habiter le monde : savoir où construire, où ne pas construire, transformer l'organisation du monde pour qu'il puisse durer. La « métropolisation » et la « smart city » qui l'accompagne sont-elles une solution à la crise ou, au contraire, un symptôme de cette crise ? A un moment où la loi ELAN enterre l'aménagement du territoire, doit-on imaginer le faire revivre et, auquel cas, de quelle manière ? Comment concilier la dimension volontariste des mesures à prendre contre le réchauffement avec la décentralisation – et même avec la démocratie ? Et sommes-nous sûrs des mesures à prendre ? Celles que nous estimerions nécessaires peuvent-elles être prises dans le système économique actuel ? Parce que nous contribuons à donner forme à la société nous pouvons juger de sa forme : les architectes doivent à nouveau faire de la politique.

Comment les architectes peuvent-ils contribuer à définir une future civilisation urbaine, plus « rustique » selon certains, plus « smart » pour d'autres, en tout cas meilleure ? La loi ELAN laisse la profession désemparée : la Société française des architectes a voulu profiter de ce moment pour réfléchir à l'avenir et à la manière d'habiter le monde, pour proposer des pistes proprement architecturales et urbaines à la crise majeure que nous vivons et que vivront d'avantage encore nos enfants, pour réfléchir aussi à la place des architectes dans la société qui vient et, ainsi, savoir que faire.

Olivier Gahinet

Architecte

Président de la Société française des architectes

Professeur à l'ENSA de Strasbourg

L'architecture doit redevenir critique

par Paul Chemetov

« Les architectes doivent à nouveau faire de la politique » affirme la SFA dans son appel à contributions. Nous voilà à l'opposé de l'antienne répétée à l'infini dans l'ancienne école des Beaux-arts.

« Pas de politique à l'atelier ». Et pourtant l'architecture, par ses projets, transforme le monde - même de façon infime - comme la politique porte un projet transformateur des choses, de la vie des humains et du monde.

L'architecte à l'âge classique, assis à la droite du prince, magnifiait son pouvoir par les châteaux, églises, palais ou prisons qu'il dessinait. A l'âge démocratique, alors que l'architecture prétend assumer le logement de tous, l'éducation pour tous, la santé et la culture aussi, comme les loisirs, comment échapper au dilemme de tout travail : pour qui, pour quoi et comment ?

Il n'est pas anodin de construire un lotissement pavillonnaire, un supermarché, un quartier d'habitat populaire ou d'accession à la propriété, il n'est pas anodin de construire des maternités, des écoles primaires, des lycées ou des prisons car c'est accepter, c'est ossifier, c'est ainsi permettre la reproduction à l'infini d'un ordre social.

Avec pudeur, la SFA parle de mettre des anoraks aux bâtiments, ils ne sont pas que thermiques.

Un tel constat pourrait nous pousser au désespoir ou au cynisme et pourtant il faut voir avec quel espoir la plupart d'entre nous - jour après jour - jouent leur vie dans les bâtiments qu'ils édifient, avec la certitude qu'ils vont durer et seront témoins et marqueurs de la transformation du monde.

Avec le même aplomb, les architectes participèrent à la construction des grands ensembles ou des équipements normalisés, puis se turent quand jusqu'à 200.000 pavillons sur catalogue étaient édifiés chaque année en France. Pendant le même temps, leurs expériences architecturales étaient encouragées par les pouvoirs publics (*Plan Construction, European*).

Aujourd'hui, voilà les architectes démunis devant la loi Elan qui ne fait que constater la crise du logement dans les métropoles comme il y a un demi-siècle, et plus radicale encore, puisqu'au financement public se substitue l'investissement privé pour la maîtrise de l'urbanisation. Et tout cela en un temps où il devient évident que le monde ne tourne plus comme il le faudrait.

Pas plus que de mouvement perpétuel, il ne saurait y avoir de croissance perpétuelle. Le développement durable est un terme bien équivoque pour tenter de résoudre cette contradiction et sortir de cette impasse.

Premier constat, la population mondiale ne peut continuer à croître car sa première conséquence, le dérèglement climatique, propulse les affamés vers de plus verts pâturages.

Les millions qui se jettent sur les routes, les milliers qui tentent d'atteindre l'Europe, au péril de leur vie, sont la conséquence du changement climatique, mais aussi des guerres engagées et entretenues au Moyen-Orient ou en Afrique par des puissances irresponsables.

Comme hier les guerres coloniales, elles seront perdues par l'Occident et à son détriment. Cependant, le monde occidental ne peut accueillir tous ceux qui fuient, même si nos pays faisaient preuve d'une générosité à la mesure de leur capacité d'accueil : on en est très loin !

Faut-il les tuer tous - nous en avons les moyens - ou, pour le prix que coûtent les guerres - et donc au prix de notre appauvrissement - modifier radicalement les conditions de vie et de natalité des pays du tiers monde et singulièrement de l'Afrique, en commençant par mettre fin à la corruption que nous entretenons comme mode de gouvernement. Vaste programme disait, en d'autres temps, le Général de Gaulle. Porté au pouvoir par un putsch militaire, il mit fin à la guerre d'Algérie. On souhaite le même courage à ses successeurs.

Deuxième constat, notre mode de vie actuel - celui des couches aisées des pays occidentaux - est à la fois espéré par les multitudes du tiers monde et ne peut être atteint, sans conséquences dommageables et irréversibles sur le vivant humain, animal et végétal et sans réduction de notre train de vie.

Payer l'essence plus chère met les gilets jaunes dans la rue, payer plus cher le chocolat, le café, le riz, l'huile, les vêtements et les matières premières serait-il plus accepté aujourd'hui ? Et demain ?

Une civilisation plus rustique comme le mentionne l'appel à contribution à ce bulletin est-elle la réponse ? Il y a comme un parfum de lampe à huile et de marine à voile dans ce mot, étymologiquement campagnard. A l'heure où, dans nos contrées, l'agriculture s'est industrialisée et qu'il est difficile de vivre du travail de la terre dans le tiers monde - en raison des prix imposés par l'industrie agro-alimentaire - prendre le mot rustique au sérieux serait au sens propre une révolution.

Et quel concours gagnerions-nous aujourd'hui avec des projets « rustiques » à l'heure du chatoiement des plus petites différences, « il y a de l'idée là-dedans... » nous disait, rassuré, un juré. Alors que dans l'ordre public et dans l'ordre privé les modèles architecturaux sont fixés par la Fondation Vuitton ou la Philharmonie, comment être rustique ? C'est cette contradiction qu'il nous faut assu-

mer, c'est cette contradiction que la presse architecturale doit éclairer : car en ne prenant que le logement comme illustration, si le pouvoir d'achat d'un ménage est statistiquement de 300.000 € pour un trois pièces, faudrait-il donc en réduire la surface, le rendre moins habitable, sans diminuer l'attrait de son emballage, pour le mettre sur le marché, dans une embellie des prix fonciers et des prix de vente ? On pourrait, de même s'interroger sur les politiques de destruction-reconstruction qui ne prennent pas en compte la transformation quand elle est possible, ni la réversibilité pour les projets neufs.

Voilà des questions pratiques et politiques dont devraient discuter les architectes et leurs associations à l'Ordre, dans les Syndicats, comme au sein de sociétés comme la SFA. Car dans cette situation du tout ou rien, chaque pas, chaque déplacement de la frontière entre ce qui est acceptable dans le temps et ce qui est acceptable fait pencher la balance vers un meilleur possible.

La question du jour est celle des équilibres, ils ne sont pas acquis, il faut questionner ce qui paraît à beaucoup évident. L'architecture doit redevenir critique.

Paul Chemetov

Architecte

Que faire ?

par Marie Fournané

J'observe deux phénomènes opposés.

Quel est le rôle de l'architecte dans le processus de densification, rôle qui se réduit souvent aux études capacitaires et aux visuels d'une insertion dans un quartier avant de poursuivre une phase plus opérationnelle. Ne voit-on pas émerger des architectes engagés rejoindre des groupes de facilitateurs, créateurs de communs, d'espaces hybrides, inventeur de nouveaux dispositifs, porteurs de changement.

J'accompagne la densification de l'ancien plateau horticole de Montreuil qui avait organisé son système de production avec des parcelles en lanière bordées de murs. Urbanisé tardivement, des pavillons ou habitats informels ont colonisé les vergers, après les travaux d'Hausmann, puis après les Trente Glorieuses des métamorphoses plus conséquentes ont fait naître un tissu hétérogène. Aujourd'hui avec l'arrivée prochaine du métro et la proximité de Paris, le rythme de la transformation s'accélère. Les propriétaires se regroupent, sollicités par les promoteurs, le remembrement s'opère, les immeubles collectifs s'érigent. Les opérations sont encadrées par la charte de la construction durable et par un règlement d'urbanisme ambitieux en terme d'exigence bioclimatique, de qualité du logement, de lutte contre la ville dortoir avec les rez-de-chaussée actif, de lutte contre la gentrification, avec la production de logements sociaux, de lutte contre les effets d'îlot de chaleur urbain, ect....

Ce sont des mesures pour se protéger et construire des bâtiments durables.

Mais que génère en réalité ce processus qui certes contribue à produire du logement encore abordable car les prix sont plafonnés et participe à la croissance économique ? Une maison de maître en meulière a été démolie, son jardin anéanti, une opération à 5 étages bouleverse le système urbain avec son parking souterrain et ses tonnes de béton. Une famille s'endette à hauteur de 300 000 euros pour un T3 à dix minutes en voiture ou en bus du RER A, desservant les hubs du marché du travail tertiaire.

Je vous parle d'intensification « acupuncture », processus muet, lent et généralisé de transformation irréversible.

Je me pose la question de la qualité de vie, d'habiter et de travail de ces nouveaux résidents. De la responsabilité du promoteur et l'architecte dans cette transformation, incitée par les pouvoirs publics à tous les échelons, puisque il est impératif de produire du logement.

Que faire ? Le renouvellement de la ville sur elle-même, certes, mais, les architectes doivent prendre plus de position et de pouvoir pour potentialiser l'existant, mener des actions pour mutualiser la réflexion à l'échelle de l'îlot. L'architecte doit être moteur d'une dynamique collective de transformation/permanence de l'îlot et ne pas réduire sa mission à la mutation d'une parcelle.

Mais au fait, n'est-il pas plus impératif de produire du travail dans les zones rurales plutôt que de produire du logement dans les zones urbaines ?

A la pression foncière de la métropole, où se concentrent les richesses et l'emploi, se couple la décroissance urbaine rurale où se vident les populations, l'emploi et les services.

Là où il faut agir, ce sont sur les territoires en décote.

Dans mon bourg natal d'Illiers-Combray, en limite du

Perche et de la Beauce, qui bénéficie d'un accès autoroute et en train à une heure dix de Paris, j'observe la finitude, la fermeture des commerces, la ruine des maisons de ville. Commune de plus de 3000 habitants, elle se porte très mal, la zone commerciale de l'Intermarché a ingurgité et désincarné le centre ville et donc le lien social. La moitié du village est à vendre, les commerces sont à l'abandon, le temps passe, s'efface sur les anciennes vitrines, les maisons modestes sont remplacées par des nappes de bitume. Les actifs se réduisent, les entreprises sont à reprendre....

Que faire ? Venez acheter pour 60 000 euros, une maison XIXème pour y faire son lieu de vie et de travail. La condition, celle du télétravail ? du RSA avec quelques activités périphériques autour du développement personnel ?

Le territoire manque cruellement d'emploi, de lieux de production, de lieux d'expression et de mutualisation des savoirs faire des ruraux et des néo-ruraux. Ce territoire n'est pas attractif et pourtant il devra l'être, nous n'avons plus le choix. Créer de l'emploi en zone rurale offre un choix de vie alternatif à celui de la métropole.

Que deviendra la vie dans la métropole liée aux conséquences du réchauffement climatique, ville insoutenable et suffocante, comme le sont quantité de mégalopole à l'air irrespirable, en surchauffe, où les conditions difficiles de vie, d'habiter, de mobilité et de travailler sont supportées par des millions de gens.

Nous modélisons des mégalopoles frugales, autonomes, vertueuses, respirables, nourricières. Aux architectures organiques, régénérescence d'une Babylone mythique. Tel que la Tour de Babel, les hommes doivent aussi s'éparpiller.

L'avenir appartient à une nouvelle ruralité productive, réin-

vestissant les locaux ou habitations vacantes, créant des lieux de ressources et d'économie symbiotique.

Au scénario du réchauffement climatique et des vagues migratoires qui s'amplifient, de l'écart des richesses et de l'augmentation de la précarité, les villages, bourgs, territoire et région, sont des espaces laboratoire de la transition, c'est là à mon avis qu'il faut expérimenter la 3ème révolution. Ce sont des réserves d'un nouveau vivre ensemble.

Le rôle de l'architecte et de l'urbaniste c'est aussi d'aller faire le tour de cette ruralité, d'être force de proposition pour la réinventer, faire naître l'envie d'habiter ces lieux, de réemployer, de donner une seconde vie pour produire ...

De fédérer les acteurs autour d'un projet de vie et de mobiliser les outils, les règlements, les financements nécessaires pour mettre en œuvre ces actions de revitalisation. pour la survie des générations futures. Dès lors l'architecte doit prendre la place aux côtés des élus locaux, de services techniques, d'entrepreneurs, de créatifs culturels, etc.

Marie Fourtané

Architecte

L'architecture pour empêcher la fin du monde

par Olivier Gahinet

Je l'entendais déjà qui allait s'écrier : « Nécessairement, c'est tout un ensemble ! », mot qui m'épouvantait par l'imprécision et l'immensité des réformes dont il semblait annoncer l'imminente introduction dans ma si douce vie.

Marcel Proust, À l'ombre des jeunes filles en fleurs

L'émission continuée de gaz à effet de serre modifie le climat : perturbations violentes, réchauffement des régions tempérées, sécheresses et inondations, élévation du niveau des océans, fonte des calottes glaciaires. Le

changement climatique accélère l'extinction de masse¹ en cours dont les origines sont multiples : usage des pesticides, déforestation, assèchement des zones humides, pollution, extension urbaine, etc... Diminuer les émissions de gaz à effet de serre maintenant et arrêter l'extinction de masse est une urgence absolue, dont dépend la civilisation et, peut-être, la survie de notre espèce.

Que faire ?

1. « tous ces insectes pourraient bien avoir disparu d'ici un siècle, entraînant un «effondrement catastrophique de tous les écosystèmes naturels», selon une étude publiée dimanche 10 février dans la revue Biological Conservation. (...) Au total, 40 % des espèces d'insectes sont en déclin, parmi lesquelles les fourmis, les abeilles, les éphémères, etc... Depuis trente ans, la biomasse totale des insectes diminue de 2,5 % par an. Leur taux d'extinction est huit fois plus rapide que celui des mammifères, des oiseaux et des reptiles. «A ce rythme-là, d'ici un siècle, il ne restera plus d'insectes sur la planète, alerte Francisco Sanchez-Bayo, l'auteur principal de l'étude. Ou alors à peine quelques espèces nuisibles qui se seront développées au détriment des autres» »
Le Monde, 13 février 2019.

Nous connaissons à peu près les décisions techniques à prendre. Il faut agir sur les sources de gaz à effet de serre et sur les causes de l'effondrement des espèces, ce qui signifie (entre autres) : réduire le transport aérien, réduire le trafic automobile et celui des camions, réduire le transport maritime, réduire la consommation de viande pour diminuer l'élevage animal, réduire drastiquement l'usage des pesticides, changer les pratiques agricoles pour éviter les émissions des sols, diminuer la consommation d'énergie de chauffage et de climatisation, diminuer le taux de renouvellement des équipements pour réduire les émissions de l'industrie manufacturière.

Ces propositions, prises une par une, n'ont rien de radical : elles sont à la hauteur du problème posé par les émissions de CO₂ et les solutions « sans douleur », pour le moment, n'existent pas : elles sont d'efficacité limitée ou impossibles à mettre en œuvre à grande échelle. C'est le cas, par exemple, de la compensation carbone ², qui donne bonne conscience aux compagnies aériennes, ou de l'économie circulaire où tout se recyclerait.³ Le point commun aux mesures efficaces, c'est qu'elles concourent toutes à « ralentir » l'économie, au sens propre comme au sens figuré ; il faut diminuer les déplacements pour les hommes et, pour les biens, rapprocher lieux de production et d'utilisation ; il faut aussi parvenir à une agriculture moins industrielle, sans attendre l'épuisement des sols qui guette les pays développés. Énumérer les objectifs à atteindre dans le peu de temps qui nous reste ne manque pas d'évoquer une économie de guerre⁴ où tous les efforts sont tendus vers un seul but et le reste mis en attente. L'analogie vaut ce qu'elle vaut, et il ne faut pas la pousser trop loin : personne ne souhaite que cette « guerre » pour le climat ne voie la démocratie altérée, comme c'est souvent le cas lors des conflits. Il faut imaginer une sorte de « guerre démocratique », et cela n'est un oxymore qu'en apparence. En effet, la crise actuelle n'est pas seulement une crise écologique : c'est aussi une crise de la souveraineté. La mobilisation des « gilets jaunes » a révélé à ceux qui l'ignoraient encore le sentiment de perte de dignité, de souveraineté, de capacité à mener une vie bonne qui touche une grande partie de nos concitoyens. Parado-

2. Certaines compagnies affirment planter des arbres pour compenser le CO₂ émis par les avions, mais celui-ci est émis aujourd'hui, alors que la croissance des arbres va absorber le CO₂ très lentement, sur la durée du siècle. L'urgence est de diminuer les émissions de CO₂ maintenant. Il en va de même pour les dispositifs destinés à stocker le CO₂ émis, qui ne sont pas, en l'état, techniquement sûrs ni rapidement industrialisables.

3. Beaucoup de produits contemporains (éoliennes, téléphones ou autres), sont des assemblages complexes où se trouvent en très petites quantités des matériaux qu'on ne peut récupérer (les terres rares sont les plus connues), dont l'extraction coûte de plus en plus cher et va réclamer de plus en plus d'énergie. Il n'y a pas assez de lithium sur terre pour les batteries des automobiles si elles étaient toutes électriques, pas assez de terres rares pour leur électronique sophistiquée si elles étaient toutes autonomes. Sans compter que, dans notre pays, une voiture électrique est une voiture nucléaire. À ce sujet, voir notamment : Philippe Bihouix, *L'Âge des low tech*, éditions du Seuil.

4. On pourrait aussi prendre comme modèle le « capitalisme démocratique » qui a prévalu pendant les « Trente glorieuses » en Europe, quand la politique économique était menée par un gouvernement fort et des grandes entreprises puissantes intégrées à l'appareil d'État, et où les revenus du capital étaient contenus pour permettre une augmentation régulière des salaires et de la protection sociale. À ce sujet, voir : Wolfgang Streeck, *Du temps acheté*, Gallimard.

xalement, c'est dans cette seconde crise que réside un espoir ; on peut accompagner l'effort demandé à l'échelle nationale par le retour de la démocratie à l'échelon local⁵. La conquête de la démocratie réelle, de la démocratie du consensus chère à David Graeber, doit pouvoir s'accommoder d'institutions fortes à l'échelle de la nation. Articuler une démocratie locale renouvelée et la puissance de l'État organisateur, c'est tendre l'arc qui relie les deux aspects du « durable ». Retrouver un État économiquement puissant, seul à même de mener le combat pour le changement climatique si les citoyens l'en chargeaient, tout en rendant à chacun la maîtrise de sa vie : la réponse à apporter pour imaginer cette organisation à la fois plus démocratique et plus efficace est d'ordre politique. Nous pouvons y contribuer comme citoyens, nous pouvons le faire aussi comme architectes. Un architecte bien formé a les outils pour penser l'articulation entre l'échelle la plus vaste – celle du territoire – et la plus petite – celle du logement – et donner les qualités à chacune d'elles. Cette articulation, qui est au cœur même de notre travail, est le plus puissant des outils dont nous disposons pour transformer le monde : elle permet de donner forme au rapport entre l'habité et le territoire, entre l'habitant et le citoyen ⁶.

Les organisations d'architectes ont fait des propositions lors du « grand débat » organisé par le gouvernement ⁷; ces mesures techniques portaient essentiellement sur l'aménagement du territoire et la politique du logement. On ne peut que les approuver, mais il était douteux qu'un président de la République qui a développé les concours « conception-construction », mis fin à l'aménagement du territoire et attaqué les bailleurs sociaux avec la loi ELAN soit soudain touché par la grâce et décide enfin d'écouter les architectes. Énumérer les bonnes pratiques urbaines sans expliquer comment les mettre en œuvre ne suffit pas, et pour faire il faudrait, par exemple, sortir du marché la valeur du sol, redonner à la puissance publique des outils d'aménagement du territoire et refaire des transports un véritable service public, pour ne pas soumettre son organisation au rendement financier ; c'est aussi aller vers une économie territoriale des villes petites et moyennes, où l'activité devrait être débranchée du marché du travail actuel. Il faut réinvestir le territoire pour y refonder l'occupation humaine, la production agricole, en ôtant au foncier son rôle dans l'économie du capital. On ne luttera pas contre le changement climatique et les atteintes à l'environnement sans mettre les moyens de production au service d'un aménagement du territoire pensé, entre autres, pour limiter les besoins de déplacement et qui fasse l'objet d'un *projet*.

La concentration actuelle dans les mal nommées « métro-

5. Sur la distinction entre république et démocratie et la définition de celle-ci comme recherche du consensus plus que de la majorité, voir : David Graeber, *La démocratie aux marges*, Le Bord de l'eau.

6. C'est quand cette articulation manque qu'on réalise son importance : les « projets urbains » des paysagistes se terminent toujours par un parcellaire et un plan masse où le travail typologique fait défaut et où les logements sont médiocres.

7. <http://academie-architecture.fr/73-propositions-pour-larchitecture-des-territoires-et-des-villes-contribution-des-architectes-au-grand-debat-national/>

poles » transforme ces villes en banlieues d'elles-mêmes et fait le vide ailleurs. Cette « métropolisation » est due à la fois à la concentration des emplois et à leur nombre insuffisant dans le système actuel.

On peut la juger impossible à arrêter : pour beaucoup, le développement durable passe alors par la « smart city » et ses déclinaisons. Cette « ville intelligente » est surtout une ville de la surveillance, où la qualité architecturale des espaces urbains est inutile à son bon fonctionnement : celui-ci est assuré parce que chaque citoyen est contrôlé. Espace parfaitement géré, citoyens constamment surveillés, parcours optimisés sans avoir besoin d'un espace signifiant : la « smart city » est un magasin Ikea géant.

Si l'on veut remettre en cause la « métropolisation » il faut inventer un nouveau rapport au travail et, sans doute, parvenir à déconnecter la satisfactions des besoins élémentaires et le salariat. Mener une agriculture sans intrants (qui nécessitera davantage de main d'œuvre⁸), répartir la population sur le territoire pour refaire de toutes les villes des lieux de vie et pour cela faire fructifier l'énorme capital d'infrastructures dont nous disposons (« Les viaducs et les tunnels en épingle, ce sont nos pyramides d'Égypte⁹ ») : tout cela relève de choix politiques qui ne peuvent être que radicaux aujourd'hui. Cela peut être un revenu universel¹⁰, ou bien la gratuité des services de base¹¹ (logement, nourriture, santé, enseignement, services de transport, services informatiques etc.) ou enfin une baisse de la durée du travail et une meilleure répartition des énormes gains de productivité que nous avons accumulés. On ne pourra habiter plus sobrement le territoire tant que l'on n'aura pas fixé ce nouveau cadre politique, cette nouvelle répartition des richesses – disons-le : quand on aura admis que la lutte contre le réchauffement climatique et le capitalisme sont parfaitement incompatibles. L'intérêt public à long terme et le profit à court terme ne font pas bon ménage. Pour assujettir les forces productives à la diminution des émissions de CO2 il faut mettre fin à l'emprise du capital sur la vie démocratique.

Quel rôle peuvent avoir les architectes ?

Un architecte bien formé aide à établir un territoire durable en défaisant le mythe de la mobilité comme valeur cardinale de la société contemporaine¹². Quand il dessine un logement, il cherche à offrir le meilleur ici et maintenant et redonne du sens à la *demeure*. Chacun des projets qu'il dessine rappelle qu'on habite quelque part, et qu'un logement doit être un foyer, un lieu où l'on vit, où l'on peut accueillir ses amis, où l'on peut voir la famille s'agrandir ou diminuer et pourtant, si l'on veut y, rester. Il sait dessiner des logements vastes et beaux, des logements à la fois protecteurs et ouverts sur le monde, des logements qu'on

ne voudrait plus quitter. L'aventure du temps qui passe et de la construction de soi peut s'y déployer. Un architecte bien formé, dans la société fraternelle qu'on espère, reprendrait à son compte le bel espoir de Mondrian : faire que la vie de chacun soit une œuvre d'art, après avoir fait du lieu qu'on habite une œuvre d'architecture.

Ce retour au lieu, c'est le retour de la littérature et de l'architecture comme plaisir et comme apprentissage, comme moyen de connaissance de soi et des autres. L'avenir est au voyage immobile et pour citer Bonnard : « *l'œuvre d'art c'est l'arrêt du temps* ».

Le capital, au contraire, vante la nécessaire mobilité des travailleurs comme un remède à la crise – il faut bouger à tout prix – en en faisant une qualité fondamentale de l'homme postmoderne. En réalité, la mobilité ainsi vantée est souvent forcée ou illusoire : on se déplace pour ne pas trouver ailleurs ce qu'on n'avait déjà pas chez soi, que ce soit la qualité pédagogique pour les étudiants en architecture qui partent en Erasmus, ou un emploi pour les immigrés économiques de l'Afrique subsaharienne. Cette mobilité-là ne peut être défendue : être contraint à partir de chez soi n'est jamais souhaitable. Le capital met sous le même terme l'obligation faite au pauvre d'aller chercher ailleurs du travail et la mobilité des cadres supérieurs au glamour fait d'un mixte d'aéroport et de voitures de luxe. La mobilité heureuse des puissants n'a rien à voir avec la mobilité contrainte des travailleurs pauvres, et pourtant c'est le même mot. Là comme ailleurs, savoir nommer les éléments de la crise et nos outils pour les combattre est fondamental.¹³

« Processus collaboratifs, interdisciplinaires et interculturels », « pratiques coopératives et créatives », « interroger l'utilisation des ressources », « posture écoresponsable », « des évaluations formatives et certifiantes », « co-encadrement transdisciplinaire », « des expérimentations constructives, sociales et sensibles réelles » : ces mots trouvés dans un récent manifeste consacré à l'enseignement du développement durable dans les écoles d'architecture jouent le même rôle que les « foutre » et « bougre » que mettait Hébert au début de chaque numéro du *Père Duchesne*¹⁴ : ils signalent mais ne signifient rien qu'on ne sache déjà. C'est la définition même du baratin, ou pour employer un terme anglais plus adapté mais difficile à traduire et que les philosophes étudient beaucoup aujourd'hui tant la chose est désormais présente partout : le

13. « le mot travail s'applique simultanément à ceux pour lesquels il est épuisant, fastidieux, désagréable, et à ceux qui y prennent manifestement plaisir et n'y voient aucune contrainte (...) Travail désigne à la fois l'obligation imposée aux uns et la source de prestige et de forte rémunération que désirent ardemment les autres, et dont ils jouissent. User du même mot pour les deux situations est déjà un signe évident d'escroquerie ». John Kenneth Galbraith, *Les Mensonges de l'économie*, Grasset

14. « Hébert ne commençait jamais un numéro du Père Duchesne sans y mettre quelques « foutre » et quelques « bougre ». Ces grossièretés ne signifiaient rien, mais elles signalaient. Quoi ? Toute une situation révolutionnaire. Voilà donc l'exemple d'une écriture dont la fonction n'est plus seulement de communiquer ou d'exprimer, mais d'imposer un au-delà du langage qui est à la fois l'Histoire et le parti qu'on y prend » Roland Barthes, *Le degré zéro de l'écriture*, éditions du Seuil.

8. On estime qu'une conversion totale de l'agriculture française au « bio » pourrait entraîner la création de 240.000 emplois.

9. Johann Chapoutot, « la SNCF, une histoire française », *Libération*, 30 mai 2018.

10. « Revenu garanti, une utopie à portée de main », *Le Monde diplomatique*, mai 2013.

11. Paul Ariès, « Éloge de la gratuité », *Le Monde diplomatique*, novembre 2018.

12. « Prisonniers de la mobilité », *Le Monde diplomatique*, janvier 2015.

*bullshit*¹⁵. Pour résoudre la crise écologique et l'effondrement des espèces comme pour résoudre la crise sociale, la crise de représentation, la crise de la souveraineté, la perte des dignités humaines, il faut d'abord lutter contre la dévastation du champ intellectuel que nous pouvons constater tous les jours : pour cela, les bons sentiments ne suffisent pas. Un architecte bien formé doit avoir appris à nommer les choses, pour échapper au baratin et contribuer à mettre fin à cet envahissement du bullshit.

Faire de la politique : voilà ce qu'on pourrait attendre d'un manifeste des enseignants en école d'architecture.

Que les écoles prennent position contre les projets qui n'ont d'autres objets que nourrir Vinci ou Uniba¹⁶ : les architectes doivent, les qualités, s'opposer au GCO de Strasbourg, à l'opération du triangle de Gonesse, au « Center-park » de Roybon, au centre commercial « Open Skye » de Rennes, tous projets qui gaspillent les terres cultivables et étendent la banlieue sans faire la ville. Ils doivent être lucides sur les projets spéculatifs qui n'offrent rien à l'espace public et dont des agences connues sont les faire-valoir. On ne peut pas affirmer être favorable à la vie future si l'on participe à ces opérations, et les architectes qui le font doivent s'expliquer. Que nos confrères qui construisent des Louvre et des Guggenheim à Abou Dhabi ou à Dubaï soient tenus pour ce qu'ils sont : des fournisseurs de dictatures marchandes déchaînées. Qu'on débattre et qu'on juge des projets dans les écoles et ailleurs : c'est notre responsabilité.

Un architecte bien formé a les outils pour *juger* d'un projet, quelle que soit son échelle, sur des critères positifs – la satisfaction de l'usage – et des critères symboliques – sa capacité de représentation, entre autres. Juger, c'est faire le départ entre ce qui améliore le monde et ce qui l'abîme en articulant l'usage et le symbolique, la praxis et le long terme. Juger un projet, c'est considérer que la forme est une contribution essentielle à sa qualité, et cela devrait devenir la grande affaire des architectes : fini le baratin et que vive l'engagement.

Pour Deleuze, le rôle du philosophe est de produire des concepts. Le rôle de l'architecte, c'est de faire des projets. Tout aménagement du territoire qui n'est pas un projet, qui ne dépend pas du site, qui n'est pas la marque d'une intention, qui est choisi sur catalogue, est une blessure.

C'est ainsi qu'on doit considérer les éoliennes quand leur disposition ne semble pas faire l'objet d'un projet, ou la future centrale photovoltaïque de 400 ha dans le Larzac¹⁷ ça n'est pas la civilisation qui produit ces objets que nous voulons sauver. C'est aussi que les architectes bien formés sont parmi les derniers à rechercher une qualité que le post-modernisme¹⁸ à l'œuvre depuis trente ans a cru rendre caduque : la beauté des choses.

« Temps sauvage et incertain » : il y a exactement trente ans, Patrice Goulet proposait une exposition sous ce nom à l'Institut Français d'Architecture. Elle semble aujourd'hui avoir été prémonitoire. On y enterrait les utopies, et l'idée que l'architecture allait pouvoir changer le monde; on y constatait sans trop s'en plaindre la soumission annoncée à l'image et à la mode, le renoncement à l'usage comme guide du travail de projet et à la « méditation de l'usage » comme manière d'inscrire l'architecture dans le temps du monde.

Effectivement, les temps qui suivirent furent sauvages... et l'exposition semblait dire qu'à ces temps sombres devait s'accorder une pensée incertaine : ce fut elle, en effet, qui triompha. Il aurait fallu, au contraire, être d'autant plus assuré que les temps s'annonçaient sauvages, et chérir quelques convictions. Il est encore temps aujourd'hui de rebâtir ce savoir pour que l'architecture apporte à nouveau au monde.

Olivier Gahinet

Architecte

Président de la SFA

15. Harry G. Frankfurt, *De l'art de dire des conneries*, Mazarine ; Sebastian Dieguez, *Total bullshit*, au cœur de la post-vérité, Presses Universitaires de France.

16. C'est Bouygues, Vinci, Veolia, Engie et Unibail Rodamco qu'il faudrait nationaliser aujourd'hui dans le cadre de la guerre pour le climat que l'on évoquait plus haut.

17. <https://www.debatpublic.fr/projet-solarzac-energies-positives-lodevois-larzac>

18. Je ne fais bien sûr pas allusion ici au style architectural post-moderne, depuis longtemps tombé dans les oubliettes de l'histoire, mais au post-modernisme intellectuel, celui qui a accompagné la restauration néolibérale et qu'incarne, par exemple, en architecture, Rem Koolhaas.

Atterrissage raté

par François Frédéric Muller

« Au début c'était un peu difficile. Bien sûr, lors de la formation, on nous a appris pourquoi c'était bon pour la planète. Mais tout de même, la première fois que j'ai actionné le levier, ça m'a fait drôle de voir l'immeuble s'effondrer. Mon premier, c'était un petit collectif de trois étages, typique des années d'avant la Grande Prise de Conscience. La Grande Purge, ça peut faire peur, mais quand on pense au bien qu'on fait à la planète, on a tout de suite envie de placer de nouveaux bâtons de dynamite. Mes premiers chantiers, ça a été sur des immeubles et des maisons déjà vidés de leurs habitants par des équipes qui préparaient le terrain. Mais j'ai rapidement pris du galon et j'ai pu participer à des chantiers plus risqués, plus excitants, ou il fallait d'abord vider les maisons, par tous les moyens nécessaires, vous voyez, avant de les raser en vitesse. C'était plus dur parce que les occupants résistent souvent, il y en a qui ont décidé du mal à comprendre que tout ça c'est pour nous sauver et relancer l'économie en même temps. Mes années dans les commandos, ça m'a placé tout de suite en bonne position pour aller faire ce travail. Des collègues disent « le sal travail », mais je ne les comprends pas, on fait place nette quand même ! On nettoie, on dératise, on prépare un terrain tout propre pour de nouvelles maisons saines et économes. Comment peut-on être contre tout ça ? » Léo 43 ans, démolisseur.

A force de tourner autour du pot de la catastrophe écologique, nous avons dû prendre des mesures drastiques. L'idée de génie, ça a été de relier de manière radicale catastrophe écologique et catastrophe économique. Deux terreurs communes jugulées par la même solution. L'obsession législative combinée aux plus grands raffinements du capitalisme a accouché d'une équation suffisamment simple pour être revendue par n'importe quel politique : le pollueur doit être le payeur. On avait déjà essayé sur les grandes compagnies pétrolières ou les fabricants de chimie, mais ils avaient la fâcheuse habitude de se défendre ou de cacher suffisamment habilement les bénéfiques. Non décidément, s'attaquer aux gros, ce n'était pas rentable, voire même un peu trop couteux en frais d'avocats. Par contre, s'attaquer aux petits, c'est formidable. Un faible, un petit, c'est d'abord seul, et puis face aux grosses machines, ça ne peut pas grand-chose. Alors il a suffi qu'on rende illégales les constructions mal ou pas isolées, et qu'on explique à tout le monde que de démolir, puis reconstruire c'était la bonne solution pour relancer l'économie, et le tour était joué. Quand le bâtiment va, tout va ! Rien de tel pour vous relancer une économie que de trouver un débouché aux milliers d'entreprises désœuvrées du BTP. Les architectes ont bien essayé de protester, il y en a même qui ont essayé de participer à l'effort national en prétendant concevoir les reconstructions. Heureusement que nos dirigeants n'ont pas été dupes, ces architectes ne savent que manœuvrer pour gagner du temps. Rendez-vous compte, certains

d'entre eux ont voulu faire valoir un « patrimoine bâti » et autres fadaises de « tissus social relié à l'histoire de la ville ». Sottises ! Pas de quoi relancer l'économie tout ça.

Il faut voir comment tout le monde s'est saisi de ça. Entre la peur pour la planète (en fait la peur de devoir partager le gâteau...) et surtout le besoin de trouver un bouc émissaire, la sauce a pris tout de suite. Celui convaincu de ne pas avoir mis tous ses moyens dans l'optimisation thermique de sa maison, celui qui avait eu l'audace de ne pas mettre le bien de la planète au-dessus de toute autre considération, et bien celui-là ne pouvait s'en prendre qu'à lui-même si Les Brigades Schumpeter (on détruit pour construire... vous voyez ?) venaient appliquer la sentence.

Et puis l'opération a assouvi d'autres désirs impérieux de l'époque. Celui de l'évaluation permanente par exemple. Jusque-là on pouvait noter les taxis, les hôtels, même les enfants à l'école (les institutrices ne faisaient pratiquement plus rien d'autre avec les enfants que d'évaluer leur capacités toutes fraîches...), avec la Grande Purge on a pu noter frénétiquement les maisons. Grâce aux applications lancées par le gouvernement on pouvait très facilement signaler une maison qui nous semblait suspecte. Les craintes pour l'environnement se sont cristallisées en rage de dénoncer. Les gens sont devenus aussi fiers d'habiter une maison vertueuse que de signaler aux autorités une supposée passoire thermique. Les diagnostiqueurs ont été les premiers maillons de la chaîne à bénéficier de cette formidable relance. Les bureaux d'étude fluide leur ont emboîté le pas, ils produisaient des brassées de calcul et vendaient à prix d'or les précieux certificats qui protégeaient les maisons de la Grande Purge.

Ce moment de la Grande Purge, c'est celui où nos politiques ont décidé de ne plus satisfaire le Peuple, mais les foules, celui où on a converti les peurs légitimes pour une planète exsangue en énergie toute entière tournée vers la démolition. La fascination ambivalente des Hommes pour leur fin, les passions névrotiques pour les images d'apocalypse, d'abord entretenues pas le cinéma et la littérature, ont été récupérées par des Machiavels éco-labellisés, des génies du marketing qui ont su faire de la Tabula Rasa un nouvel horizon vertueux. Détruire, détruire encore les constructions qui ne respectent pas totalement les règles, c'était un programme assez simple, une nouvelle morale en action. Les premières démolitions ont provoqué quelques émois et il y a bien eu des manifestations ou des groupes qui ont voulu organiser une résistance. Mais comment résister contre le Bien ? Les arguments pour une « transition douce » n'ont pas tenus longtemps, on avait attendu bien au-delà du point de rupture et les catastrophes climatiques indéniables mettaient les plus aveugles au pied du mur.

Et puis quelle joie de voir l'économie repartir. Une vraie croissance verte. Les grandes compagnies du BTP se sont lancées à corps perdu dans les reconstructions. Evidemment, pour tenir le rythme il a fallu définitivement confier les plans à l'intelligence artificielle. Mais à l'algorithme vaillant rien d'impossible ! Les premiers tests d'architecture et d'urbanisme paramétriques avaient déjà été faits sur les bidonvilles indiens, avec quelques ratages, mais qui irait s'en plaindre ? Grâce aux efforts combinés des Gafa et des meilleurs ingénieurs européens, il suffisait maintenant de rentrer les données du contexte topographique, sociologique et même historique, pour que les machines vous crachent en un rien de temps les plans de maison les plus efficaces, style inclus. Avec le relais pris par les imprimantes 3D, les maisons étaient construites presque aussi vite que les vieilleries mal isolées étaient détruites.

Etrangement, ces nouvelles maisons n'ont pas trouvé preneurs très rapidement. Les gens, en tout cas ceux qui avaient survécu à la démolition de leur maison, trouvaient toujours quelque chose à leur reprocher : trop uniformes, pas d'âme. Les réacs ! Les gens sont imperméables au progrès, et tellement égoïstes ! Ils ne savent pas ce qu'ils veulent ; pour sauver la planète il faut bien quelques sacrifices !

C'est sur les paysages ruraux et urbains que les effets ont été les plus surprenants. Dans les lotissements, l'urbanisme décousu a été faiblement perturbé, les pavillons isolés sont toujours seuls sur leur parcelle et après démolition on retrouve un paysage vieux de quelques dizaines d'années tout au plus. Non, le plus étonnant, ça a été les villes, car la Grande Purge ne s'est pas embarrassée de

considérations patrimoniales, les immeubles tombaient comme à Gravelotte et les alignements se sont morcelés, avec des dents creuses hérissées de butons. Bien sûr les bâtiments détruits laissaient les façades mitoyennes nues et en proie aux pires déperditions. Une grande frénésie d'isolation de pignons aveugle a saisi la plupart des villes et les profils familiers des rues d'avant crise ont presque tous disparus pour laisser la place à un chaos de monades sur-emballées. Finalement la ville a commencé à ressembler aux gens qui l'habitent, avec des bâtiments sur-isolés et des vides toujours plus nombreux qui ne forment plus des espaces communs mais des zones de méfiance généralisée après que chacun se soit équipé de caméra thermique pour surveiller les mauvais élèves.

Après une brève période d'ajustement, les foules ont de mieux en mieux supporté le traitement de cheval. La violence créatrice dispense ses bienfaits dans tout l'environnement bâti. Des maisons saines et vertueuses remplacent à un rythme soutenu les derniers reliquats d'un siècle arrogant, le tout organisé à la baguette et au cordeau par nos brillants ingénieurs (ils sont tellement estimés aujourd'hui, on les appelle les Intelligents Artificiels...).

Et enfin, on s'est débarrassé de tous ces architectes...

François Frédéric Muller

Architecte , administrateur SFA

Que faire ? Pourquoi pas de l'architecture ?

par Guilhem Roustan

L'intelligence collective

Chaque ponction d'énergie affaiblit la planète et la croissance inconditionnelle génère des déchirements sociaux profonds. La machine climatique est dérégulée sans indice d'un retour proche à l'équilibre et les tensions sociales et culturelles se généralisent sous des formes nouvelles. Nous devons compter sur l'intelligence collective pour faire émerger de nouveaux comportements.

Tout pousse à faire. Le monde réagit, mais comment éviter dans un tel contexte, les actions stériles et dangereuses animées par la peur, la culpabilité ou la rancœur et qui nient les parcours accomplis ?

Pour les architectes, la question ne se pose pas : il faut faire, de plus en plus, accompagner la marche en avant de la société, en générant du sens, de la permanence, de l'économie, des économies de ressource, d'énergie, de territoire; à la société qui a déclaré l'Architecture d'utilité publique, d'en faire l'usage adapté et de lui ouvrir les champs nécessaires à la mise en forme des valeurs qu'elle porte.

Faire ce qu'on dit

Les générations «agir ou nager» réclament des mesures immédiates permettant une cohabitation supportable de l'homme et de son environnement. Ces mesures existent mais sont appliquées à des rythmes dépendant des niveaux d'engagement de chacun, et incompatibles avec l'urgence. Enoncées dans l'Accord de Paris comme des intentions simples, compréhensibles et non coercitives, elles sont prévues pour être largement relayées. Elles ne peuvent plus être ignorées lorsque le public jeune s'en saisit.

La crise de la croissance

La période d'après guerre profilait un avenir de plus en plus stable, appuyé sur le credo d'une progression constante de la connaissance, de la science, de la prévoyance, financée par une croissance continue. La crise du pétrole a mis un frein brutal à cette confiance en la capacité infinie des ressources naturelles et a ouvert la porte à l'ère de la substitution (idées contre pétrole, nouvelles sources d'énergie,...), à celle de l'optimisation, puis de la frugalité. Mais jamais la réalité d'une croissance continue de la richesse, quel que soit le prix environnemental et social à payer, n'a été remise en question. Aujourd'hui, nous avons dépassé les limites d'un système basé sur l'exploitation. S'il existe une croissance soutenable, elle doit s'appuyer sur l'intelligence collective et l'enrichissement culturel.

La crise des symboles

Plus que jamais les symboles sont mis en images et détournés :

Les images de CRS reculant sous une pluie de trotinettes électriques lancées par une foule «montée à la capitale», témoigne par une guerre des symboles, du refus des valeurs proposée : une technologie verdâtre dont la portée écologique ne trompe pas, contre une police qui ne sait pas qui défendre, ni contre quoi.

Les symboles sont détournés parce qu'ils ne véhiculent plus de messages clairs.

Dans un monde où le doute et la défiance s'installent, il revient aux intellectuels de rappeler les valeurs fondamentales qui doivent accompagner les mutations nécessaires de nos sociétés.

La crise du sens

La récupération, la simplification, l'appauvrissement du discours, la radicalisation et le repli, sont les conséquences directes et redoutables du doute généralisé.

Nous sortons déçus d'une période d'assistanat et de surprotection, qui ont fait naître un besoin d'émancipation. La défiance qui se généralise envers les discours scientifiques et politiques qui ont échoué à prévenir et garantir, pousse chacun de nous à se documenter, à se forger des convictions, à se responsabiliser. Le faire est du côté de l'initiative citoyenne, dans les cours d'école, sur les ronds-points.

Il y a une grande envie de comprendre dans ces mouvements, de participer à l'écriture des prochains chapitres. Les politiciens et les marchands de clics ne s'y trompent pas.

C'est ce désir que les intellectuels doivent accompagner. L'art et la culture, dans l'affirmation des valeurs fondamentales de nos sociétés, donnent un sens à cette envie de faire.

Les architectes sont des intellectuels, des citoyens éclairés. En donnant forme aux sociétés, ils n'ont jamais cessé de faire de la politique. Ils contribuent par leur engagement à donner un sens aux actions humaines : le projet architectural est généreux, enthousiaste et parle d'utopie.

De la cohérence à la cohésion

Les réactions, parce qu'adaptées aux manifestations locales des dérèglements, manquent de cohérence devant la diversité des bouleversements. Les questions environnementales et sociales doivent être portées à un niveau global, avec un niveau maximal de cohérence pour que les projets aboutissent.

L'architecte est fortement impliqué. A la pointe des recherches sur l'intelligence artificielle dans la ville et les bâtiments, il doit également repenser le logement des

plus démunis, accompagner l'accueil des populations déplacées, dénoncer les dérives du logement «produit» et reconstruire les régions dévastées du monde. Il transmet les valeurs humaines qui l'ont toujours animé, les valeurs universelles qui touchent l'organisation des hommes entre eux et leur pacte avec la nature. Il est un des facteurs de cohésion et de permanence qui permettent à la société de garder le cap et de fédérer.

La crise des slogans

La question du logement est à la croisée des préoccupations sociales et environnementales. De son traitement dépend la stabilité de nos sociétés urbaines.

Il ne suffit pas d'attendre des architectes des astuces pour construire plus, mieux et moins cher.

- Pour construire plus, il faut une volonté politique affirmée et des financements qui vont avec.

- Pour construire mieux, il faut remettre le projet architectural au centre des décisions, expérimenter, renforcer les passerelles avec l'industrie, ne pas économiser la matière grise.

- Pour construire moins cher, il faut réinterroger les politiques foncières dans les zones tendues et renforcer la maîtrise publique du territoire et du financement du logement social.

Le projet architectural est un vecteur qui oriente les énergies investies. Pas d'énergie, pas de projet.

Construire plus, mieux et moins cher est un slogan qui s'adresse à tous les acteurs de la société et qui demande plus de moyens, plus de matière grise et plus de maîtrise publique pour atteindre ces objectifs. Le défi est de mobiliser toutes les énergies disponibles pour organiser le territoire autour des bassins d'emplois, en préservant les terres agricoles, en repensant l'offre commerciale et de services autour de la mobilité, en inventant de nouvelles sources d'intensité pour les centres villes.

Peut être qu'il suffirait de faire ce que l'on dit : envie de faire + sens = mouvement.

Dire les choses dans une société où l'on consacre si peu de temps à leur profondeur, nécessite que chaque mot soit pesé et débattu.

Guilhem Roustan

Architecte & Vice président de Mouvement des Architectes.

Faire mieux et plus, moins cher

par Bernard Paurd

Le bonheur ne revint pas lorsque la «grisaille du béton» fut peinte en Rose, sa teinte verte pas plus que l'arborescente gestuelle des tôles et bétons neufs n'ont impacté l'empreinte carbone.

Les édifices sont souvent prétexte à exhiber le dernier slogan conforme à l'entre soi de maîtres d'ouvrages communicant sur le développement durable, mais dont l'économisme aboutit à faire perdurer la production idéale des trente glorieuses.

Depuis longtemps (1971), j'énonce que pour construire, démolir n'est pas un préalable nécessaire. Pourtant, jamais la résistance à oeillères de la technostructure Saint Simonienne n'a cessé :

> la tabula rasa a plongé dans la fontaine de jouvence du «faux concept» de la «ville sur la ville» qui, avec ses «grandes parcelles pour tenir une jauge d'au moins cent logements», génère des parkings qui curent les traces archéologiques, mises à la benne par l'instrumentalisation des fouilles d'urgence: «l'histoire, on n'en a rien à faire, la culture, on s'assois dessus», j'ai entendu cela. Aujourd'hui, la «ville sur la ville», vide, lentement, avec sûreté, le sens des formes urbaines.

> le «renouvellement urbain», écrase tout tous les vingt ans, il fait semblant de traiter des problèmes de société sans l'histoire ni les sciences humaines dans l'obsession de faire «tourner le BTP», cela va-t-il de soi ?

La «matière première» parfois devenue «ressource» manufacturée gère toujours les grands systèmes, elle a été adoptée sans encombre aussi bien par le dirigisme d'Etat des trente glorieuses que par le néo libéralisme.

L'ANRU, en tapant dans la fourmillière des problèmes sociaux, fracasse des pans de l'histoire de l'Architecture, avec les multiples effets pervers de passages à l'acte qui essaient dans le territoire le désarroi amplifié par l'errance, d'habitants que l'on n'a pas eu le courage de rencontrer, sur fond de «fake news» de pollutions aux diagnostics absents.

Les grandes démolitions sont d'immenses désastres écologiques, qui provoquent des crises humaines en siphonnant l'argent public.

Dans ce contexte, les liaisons tunnelières entre hubs et clusters (pourquoi pas, mais pourquoi seulement cela) sont des pompes aspirantes à habitants «clients captifs».

Cet urbanisme thermodynamique mis en œuvre sur les sites de gares du grand Paris Express, provoque une tendance à la concentration de logements toujours plus chers et petits qui risquent de devenir les copropriétés des marchands de sommeil du futur.

Mal employée, la rationalité rationne pour finir dans la concentration.

Utopie du futur, l'écoquartier, éradique trop souvent d'anciens sites industriels auxquels, au titre de «dépollutions diverses» on arrachera jusqu'aux fondations profondes, (voir les désastres économique-écologiques de l'île Seguin ou de l'île Saint Denis). Là, des dépollueurs juges et partie sont devenus des grands prêtres du «dégagement du foncier», sans contre-expertises indépendantes.

Le réemploi des édifices, (le cycle le plus court est le maintien en place de tout ce qui peut l'être utilement) n'est guère au programme d'opérations immobilières qui reproduisent de façon triviale les mêmes logiques productivistes «datées».

Le bâtiment biodégradable n'a de durable que la rime, il conforte une absurde production sans fin(s).

Si l'on n'apprend pas à construire dans et avec le construit, avec le désir d'améliorer la vie quotidienne de tous, cet inimaginatif système générera à l'infini, mal-être, misère, révoltes.

Alors quelques pistes :

Bien sûr, l'agriculture urbaine doit se développer, comme à point vivrier des familles et comme fermes urbaines :

> sur les multiples toits terrasse non accessibles, les «lignes de vie» devenant garde-corps, on place judicieusement de petits renforts de structure, on relève les VMC de deux mètres et installe les plantations (les habitants du dessous ont aussi le droit de cultiver et, de plus, de jouir des belles vues des terrasses, la vie bonne ne s'oppose pas à l'utilité)

> sur les planchers des grandes barres dédensifiées, (on arrête de les démolir en urgence absolue) des logements agrandis dont les habitants peuvent faire de l'agriculture de terrasse en cycle ultra court, ce qui n'interdit pas de petites piscines chauffées au soleil pour les enfants (la grande hauteur est un bon support éolien et solaire): sans casse, on restructure par réemploi des matériaux de déconstruction en cycle ultra-court: sur place.

> on donne une seconde vie aux «épaves thermiques» qui, cessant d'attirer la haine, renflouées, renarcicisées, réparées, obtiendraient des usages convenables.

On arrête les attitudes totalitaires visant par exemple à remplacer des menuiseries existantes double vitrage PVC par des menuiseries bois: les produits de synthèse issus des hydrocarbures ne rejettent du CO2 que si on les brûle!. Il convient donc de les réparer-entretenir, pas de les jeter, elles font le job thermique, on peut même les renforcer en triple vitrage avec un film de survitrage thermorétractable que vous et moi pouvons poser pour 3€ la fenêtre ! (c'est canadien).

Ceci montre que le triple vitrage peut être obtenu au prix du double pour le même poids avec du gain de surface (menuiseries toute hauteur), halte aux maisons sans fenêtres chères aux «fous des réglementations thermiques».

Il est urgentissime que les chaudières polluent moins, pour cela passiver les maisons des «pauvres» est moins cher et plus efficace que la frugalité forcée.

La plupart des villes disposent de puits canadiens géants, les carrières (20 à 30% des surfaces urbaines: (Montmartre conforté au lieu d'être remblayé), les parkings et les caves, cela permet d'alimenter en calories des pompes à chaleur fiables en toutes saisons qui rejettent du refroidissement climatique, sans polluer l'air.

A Lyon Part Dieu la climatisation sauvage réchauffe en été une nappe phréatique fossile qui pourrait être rééquilibrée l'hiver par les eaux froides du chauffage.

Les ports rejetteraient l'eau froide en mer.

L'éolien urbain, car il est incompréhensible que des éoliennes ne soient déjà posées en traitement sommital des tours d'Italie, de la Part Dieu ou de la Défense où l'on exhibe leurs imitations en spirales.

Je pense que des Zones d'Aménagement Concertées Climatiques ou thématiques sans droits d'expropriation des sols ni droits à démolir, seraient des porteurs appropriés pour ce type d'action.

Les honoraires seraient indexés non plus d'abord sur le volume de travaux, mais sur les économies réalisées: le peuple serait mieux chauffé moins cher, les caractéristiques du bâti seraient mieux exploitées au profit de tous et de chacun : percer des fenêtres dans les pignons aveugles plein Sud avec vue par exemple.

Abandonner le dogme de la mutabilité foncière qui, fruit de l'aveuglement néo-libéral, écrase toutes les subtilités d'interfaces : contrats de cour commune, divisions en volumes, mitoyennetés, et prétend homogénéiser le foncier dans une interchangeabilité générale, sur une planète non interchangeable.

Si à Marseille, la rue d'Aubagne avait fait l'objet d'une ZAC de ce type, l'effet dominos aurait pu être évité par une surveillance solidaire permettant le maintien des étanchéités et les confortements nécessaires, tandis que là, l'abstraction inappropriée de la «mutabilité foncière» de deux «parcelles» publiques et parapubliques, ont, faute d'empathie et de concertation, effondré la copropriété comitoyenne, et huit vies sont parties.

Le soin que l'on prend de la matière existante la rend durable, entretenir les Architectures n'est pas indigne! cela demande une culture urbaine et architecturale étendue et réelle et est souvent plus «créatif» que bien des gesticulations.

Stabiliser l'existant est moins cher plus digne et plus urgent que de casser des Cités, plutôt solides structurellement.

Quand à La Courneuve le Petit Debussy en démolition s'effondre le 26 juillet 2017 à 17 heures sur le bâtiment de Ricardo Porro de l'Orme Seul, il y a lieu de s'interroger

sur la sûreté des chantiers de démolition : obliger l'entreprise à ne démolir que les mois d'été est une des pistes de causalité de cet accident qui a frôlé l'horreur deux blessés, personne sur le chantier (contrat hâtivement rafistolé suite aux protestations des habitants contre le bruit et le stress...).

A Ivry sur Seine, au lieu de démolir les 400 logements de la Cité Gagarine sur fond d'amiante inventée par un dégaucheur de foncier, mais jamais décrite, une ferme urbaine et des logements agrandis économiseraient au moins vingt millions d'€ sans remettre en cause l'ouverture à l'Est de l'opération urbaine.

Alors faut-il être frugal ? Le mouvement des gilets jaunes montre les limites du concept.

Je pense que le bâti doit rejeter du froid et fournir de l'énergie, inverser la tendance, le chaud de l'été stocké pour l'hiver.

Toutes les interfaces solaires doivent être pensées, alors, pourquoi nous présente-t-on, ravi, des «champs» de capteurs solaires sans maraîchage au-dessous avec serre et stockage des eaux pluviales ?

Pour finir, il est nécessaire d'évoquer les effets pervers du système des concours de maîtrise d'oeuvre, gangrené par le bureaucratisme, il généralise l'incompétence avec pour conséquence l'homogénéité gesticulatoire où le sens se perd, provoquant l'autodénigrement de chacun contre tous.

Les compétences s'équivalant, on en obtient le plus petit dénominateur commun, dans le cadre rétréci duquel les donneurs d'ordre décident du «beau». Dès lors plus rien n'ayant de valeur, on peut éradiquer tout ce qui gêne.

Cette façon de produire «datée» et «impensée» génère une régression durable.

Le temps que l'Etat «Régalien» use à garantir l'illusoire «transparence», est perdu pour construire des alternatives d'intelligence.

Les énarques devenus préfets, n'ont pas fait d'études d'urbanisme et d'architecture ni de sciences humaines, peuvent-ils décider seuls de la déconsidération-défiguration du travail urbain d'Emile Aillaud par exemple ?

Bernard Paurd

Architecte

Réinvestir les questions techniques et repenser la maîtrise d'œuvre

par Benjamin Cimerman

La pratique de l'architecture est devenue une activité oscillant entre deux extrêmes, l'esthétique et la résolution technique. Pris dans les rouages d'une grande machine économique de production de la ville, de quartiers et de bâtiments, l'architecte est là pour rendre possible et pour « vendre » les qualités du projet plus que pour les inventer. Les conditions de production étant très précisément définies, les marges de manœuvre de conception sont limitées. Seuls les plus volontaires parviennent, avec un coup de pouce de la chance, à recouvrer de temps à autre un peu de liberté de création.

Est-ce fondamentalement un problème pour quelqu'un d'autre que l'architecte que l'on en soit arrivé là ? Est-ce une perte de valeur pour la société ? Car les architectes peuvent-ils véritablement aider à répondre aux enjeux actuels ?

Ces interrogations vous paraîtront sans doute comme quelque peu provocatrices mais il me semble nécessaire de se poser des questions aussi directes pour tenter d'apporter des réponses à la question « Que faire ? ».

Si tout citoyen et donc tout professionnel, quel que soit son champ d'activité, a le droit – peut-être le devoir – de se poser aujourd'hui cette question, ne prenons pas comme une évidence que les architectes doivent faire quelque chose et ne faisons pas semblant de penser que la société en attende autant d'eux.

N'étant ni historien, ni sociologue, ni architecte, quelle légitimité ai-je pour m'exprimer ici ? Celle simplement de mon expérience de terrain. De par mon métier d'ingénieur du bâtiment, je suis témoin, projet après projet et dans des circonstances très diverses, des processus de fabrication à l'œuvre. Cela est pour moi l'opportunité d'observer et de m'interroger sur nos pratiques quotidiennes.

Est-ce fondamentalement un problème d'en être arrivé là ?

Les raisons de la perte d'influence de l'architecte, sur le projet et dans la société, sont évidemment multiples. D'autres seront mieux à même que moi de les nommer et de les analyser. Je vais me consacrer ici à un fait que je considère majeur : le désintérêt d'une majorité d'architectes pour la technique, sans doute en écho à une situation généralisée dans la société, et qui paraît paradoxale : une présence de plus en plus prégnante de la technologie dans nos vies qui s'accompagne d'une absence flagrante de recul et de critique.

Il n'est pas nécessaire de remonter très loin pour se rendre compte d'une évolution rapide dans ce domaine. Considérons les années 1970 : la décennie est marquée par une

contre-culture s'affirmant dans la foulée des printemps de 1968, par deux chocs pétroliers et par une prise de conscience de l'impossibilité de croissance infinie, qui mènera à l'émergence de l'écologie politique dans de nombreux pays, dont la France. En architecture, ces années sont riches en expérimentations, souvent sur le terrain fertile d'une vision alternative du monde. La technique intéresse les architectes, fascine même parfois de par ses possibilités nouvelles. Les exemples sont nombreux mais retenons-en un, emblématique : le Centre Pompidou. Il n'a pas été conçu et construit dans cette décennie par hasard.

Ces années m'apparaissent à posteriori comme plutôt festives pour ce qui concerne la pratique architecturale, dans une époque de grande curiosité, moins cloisonnée et plus politisée que la nôtre... Il va sans dire que quatre décennies plus tard la sensation n'est pas la même. Car de ce foisonnement d'idées, de ces architectures climatiques qui étaient également projet de vie, de cette curiosité pour la technique, que reste-t-il ? Après Beaubourg, quoi, quel discours ? Nos bâtiments contemporains sont bourrés de technique, mais cette technique est invisible. Elle se retrouve cachée dans les cloisons et sous les faux-plafonds. Elle est décrite plutôt que conçue et fait rarement l'objet de véritables discussions en amont du projet. Plus que jamais elle irrigue le bâtiment dans ses moindres recoins, mais elle est comme un serviteur dont on ne peut se passer, sans vouloir le montrer. La technique est devenue affaire d'experts, neutre, propre, en retrait de la société, de ses questionnements, de ses choix.

Cette perte de lien entre l'architecte et la technicité du bâtiment est fort dommageable. Abandonner la technique aux techniciens est une erreur, dans la société comme en architecture. Cet abandon facilite d'ailleurs le grand tour de passe-passe du développement durable : toute technique nouvelle a pour raison d'être le respect de l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique, ce qui rend sa remise en question délicate. La marche en avant du progrès et la protection de la planète convergent dans une euphorie positiviste.

On voit bien dans l'absence de débat¹ sur ce qu'on appelle l'intelligence artificielle, le big data (ou open data pour être plus consensuel), la smart city et le smart building à quel point nous avons perdu tout sens politique. Il me semblerait donc souhaitable de sortir de l'attitude dépassionnée vis-à-vis de la technique dans laquelle nous paraissions collectivement engagés. Car cette attitude aboutit de facto à l'acceptation d'une forme de technophilie généralisée. Il est urgent de re-questionner notre rapport à la technique, dans la société comme dans le projet de ville et d'architecture, et de ne pas minimiser sa dimension politique. Sans doute faudrait-il commencer par en parler avec des

1. On peut espérer que cette absence de débat, si criante ces dernières années, soit en passe d'être dépassée. Le discours évolue et les critiques commencent à se faire entendre au travers de publications et de colloques.

mots simples et partir du principe que ce n'est pas celui qui comprend le mieux comment ça marche qui décide ! Pour prendre un exemple concret, dans le bâtiment, ce n'est pas à l'ingénieur CVC de décider des systèmes qui seront mis en place. Son rôle est d'expliquer, de comparer, de proposer, mais pas de décider. L'architecte doit donc s'emparer de ces sujets.

Les architectes peuvent-ils véritablement aider à répondre aux enjeux actuels de la société ?

La formation d'architecte est exceptionnelle et différente de par sa nature de celles des ingénieurs, même si ceux-ci ont en partie copié les pratiques en introduisant dans les écoles la pédagogie par projet. L'architecte maîtrise l'art de trouver une réponse possible à un problème mal posé car ne pouvant fondamentalement l'être mieux. L'ingénieur sait résoudre n'importe quel problème à condition de bien le poser au départ, ce qui passe très souvent par la simplification. Dans l'histoire des sciences et des techniques cela s'appelle le cartésianisme, une méthode d'appréhension du réel qui s'est avérée d'une efficacité redoutable pour exploiter sans vergogne les richesses de la planète.

La démarche de l'architecte est plus que nécessaire dans notre monde segmenté et aux visions parcellaires. L'architecte est comme un bon médecin généraliste dans un monde de spécialistes : peu valorisé socialement mais pourtant indispensable. Si le terme de « généraliste » est plus que dévalué, la transdisciplinarité a pris le relais pour signifier quelque chose qui s'en approche et le magnifier dans un monde à la complexité accrue.

Le problème est que, de plus en plus, l'architecte n'exerce plus la transdisciplinarité qui est l'essence même de son art. Il en reste un petit quelque chose dans les projets de maîtrise d'ouvrage public où l'architecte est mandataire d'un groupement de maîtrise d'œuvre, même si son champ d'expression est limité par l'imposition de la programmation initiale et la présence de multiples conseillers techniques (les « AMO ») aux côtés du Maître d'Ouvrage. Elle a presque disparue dans les projets de promotion immobilière où le pilotage par le promoteur, qui compose l'équipe de maîtrise d'œuvre comme bon lui semble, s'accompagne d'une perte d'autorité de l'architecte.

Si les architectes ont été les premiers à subir une forme de perte de statut, la maîtrise d'œuvre dans son ensemble est soumise à une double pression, de la maîtrise d'ouvrage comme de l'entreprise de construction. Côté maîtrise d'ouvrage par le biais de programmes pléthoriques et de l'inflation du nombre d'intervenants, dont des AMO auxquels la maîtrise d'ouvrage semble faire plus confiance qu'à sa maîtrise d'œuvre. Côté entreprise avec une montée en puissance des compétences – dont on peut se réjouir – mais également une présence plus en amont des dites entreprises, par le biais de montages divers comme les projets en conception-réalisation, la promotion-construction, les consultations d'entreprise avant la constitution du dossier Projet, etc.

La valeur-ajoutée de cette unité fondamentale qu'est l'équipe de maîtrise d'œuvre n'est plus une évidence pour le maître d'ouvrage. Elle n'est plus la garantie d'une bonne conception puis d'une bonne réalisation de l'ouvrage. Elle est presque devenue un mal nécessaire dont il s'agit de limiter le champ d'action. Cette perception ne vient pas de nul part et l'architecte ne peut se sortir seul de cette situation difficile. Il doit s'envisager comme un chef d'équipe et arrêter de palier systématiquement aux défaillances de ceux censés l'accompagner. Trop d'erreurs résultent de cette approche, notamment sur les chantiers.

La question du changement climatique est une formidable opportunité pour les architectes de remettre leur pratique au cœur d'un enjeu de civilisation global et total. La première manche a été perdue, la dérive technocratique et même bureaucratique du sujet de « l'environnement » en atteste. Mais il ne s'agit que d'une première manche, dont les résultats sont, qui plus est, mitigés. Nos bâtiments sont de plus en plus compliqués, un empilement des techniques prévaut sans remise en cause des logiques de silo, leur gestion s'avère difficile et couteuse et les résultats réels (si tant est qu'on veuille bien s'en préoccuper) sont rarement à la hauteur des ambitions affichées.

Alors même que le sujet semble avoir écœuré toutes les bonnes volontés, il s'agit plus que jamais de remettre à plat nos modes de faire et de s'interroger. L'alternative funeste serait de se donner corps et âme à une nouvelle mode, celle du BIM ou du bas-carbone par exemple, sans interpellation plus fondamentale des pratiques. L'architecte a un rôle central à jouer : pas seulement en étant un bon généraliste, cela ne suffit plus, mais dans un exercice de transdisciplinarité qui s'appuie sur les compétences des ingénieurs et spécialistes pointus dans divers domaines. Il doit réinventer un rôle de chef d'orchestre bien au-delà de la pratique actuelle du fonctionnement de l'équipe de maîtrise d'œuvre, que d'expérience je trouve, dans une large majorité des cas, particulièrement défaillant.

La question climatique, parce que globale et transversale, doit s'aborder par l'architecture autant que par la technique. A l'heure où il faut urgemment réduire notre impact carbone et donc utiliser moins d'énergie et moins de matière, cela implique une collaboration rapprochée entre architectes et ingénieurs, paysagistes, experts en biodiversité, en matériaux, en énergie, etc. Une collaboration qui va, cela est mon intime conviction, bien au-delà des pratiques actuelles.

Les relations entre architectes et ingénieurs sont déplorablement ? Les bureaux d'études sont de mauvais partenaires sur lesquels on ne peut compter ? Convoquons des états généraux de la maîtrise d'œuvre et réfléchissons très concrètement à nos pratiques et aux processus qui pourront permettre de progresser dans la résolution des enjeux environnementaux - considérables - auxquels nous avons le devoir de nous confronter.

Benjamin Cimerman

Ingénieur de formation, Master of Sciences en « Informatics and Architecture » USA, fondateur et directeur du bureau d'études Eléments Ingénieries.

Le Grand débat national

L'Urbanisme en France depuis quatre décennies

Pour une architecture du territoire

par Michel Bourdeau

Extrait de la Lettre du Président de la République :

« *Quelles sont les solutions pour se déplacer, se loger, se chauffer, se nourrir qui doivent être conçues plutôt au niveau local que national ? Quelles propositions concrètes feriez-vous pour accélérer notre transition environnementale ?* »

Thème 1 Du Grand débat national : La Transition écologique

Question 16 : « *Que pourrait faire la France pour faire partager ses choix en matière d'environnement au niveau européen et international ?* »

Le mouvement des Gilets Jaunes peut être regardé comme l'une des manifestations de tous nos échecs en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

Depuis les années 80, nos gouvernements successifs ont fait le choix de nous imposer un mode de vie dénué de toute humanité, affranchi de toute mesure. Centres commerciaux hors d'échelle, autoroutes abstraites des paysages, banlieues infinies, petites villes et villages abandonnés, tissus industriels désertés, parcs de loisirs imposés, agriculture sacrifiée, animaux emprisonnés, air et eau pollués.

La laideur est partout, sauf dans les traces aujourd'hui quasi archéologiques des anciens centres historiques, préservés pour le tourisme de masse marchandisés aux chinois et aux européens du nord.

Il était inévitable qu'un si grand saccage, mené à une telle échelle, conduise l'homme le plus ordinaire, le plus instinctif, à se révolter et à dire stop. Nous y sommes.

Contrairement aux 2 siècles précédents, un architecte n'a plus aujourd'hui aucune opportunité de proposer des projets d'aménagement de nos espaces et de nos territoires. Si nous en avons l'occasion, nous le ferions à partir de ces 7 invariants :

I.Commerces / Grandes surfaces

Le consumérisme outrancier plonge le monde occidental dans une impasse écologique.

Les grandes surfaces constituent une rente majoritairement pour 3 grands groupes (certes pourvoyeurs d'emplois mais souvent à temps-partiel). Les hypermarchés ont faussés le marché concurrentiel et ont détruit une

très grande partie des commerces de proximité, indispensables aux liens et à l'échange.

Nous proposons de stopper tous les permis de construire actuellement délivrés pour les grandes surfaces, pour les sites urbains, mais aussi pour les sites péri-urbains et ruraux.

II.Routes / Autoroutes

La vitesse n'est plus ni une nécessité, ni un plaisir. Favoriser les ralentissements mécaniques ne doit pas se faire par l'amende ou par l'augmentation des taxes. Le temps du transport doit être intégré au temps du travail. Les routes doivent être à nouveau bien entretenues, mieux sécurisées et végétalisées.

Nous proposons de consacrer 1/3 de la rente autoroutière à la redynamisation du réseau des routes nationales et départementales. Et ensuite de déconstruire toutes les autoroutes à 2 décimales. Seules les grandes autoroutes d'intérêt national et international seront préservées.

III.Petite échelle / Grosse échelle

Depuis plus de trente ans la commande publique ne jure que par les gros chantiers : gros équipements, gros hôpitaux, gros musées, gros lycées, grosses universités, gros tribunaux,... Tout est devenu gros, impotent et pachydermique. Ce syndrome néo-gaullien (LE France, LE Concorde, LES Centrales,...) est en fait un titanic territorial et financier.

Nous proposons que plus aucun programme public ou privé n'exécède 10 000 M2 de surface nette et ne dépasse 10 mètres de hauteur. Au-delà de cette surface optimale, nous demandons que chaque M2 de plancher bâti soit accompagné de 10 M2 de jardin et de 100 M2 de culture agricole ou vivrière.

IV.Nature / Ville

Historiquement, nature et ville ne se sont jamais opposées. Par son intelligence, son bon sens et sa patience, l'homme savait organiser le naturel et l'artificiel de manière harmonieuse. A partir des années 50, la ville n'a plus été circonscrite. L'impératif de la quantité et de l'uniformité a fait sombrer notre pays dans l'amnésie et la laideur.

Les sols sont bitumés et imperméables aux eaux des pluies. Les objectifs financiers court-termistes dictent les

zones : industrielles, artisanales, commerciales, résidentielles, éducatives,... Pourtant, sur une vue satellite nocturne, la ville demeure heureusement très minoritaire par rapport à la nature.

Nous demandons de stopper toutes les formes d'extensions urbaines en cours : métropoles, villes, banlieues, villages. Elles peuvent encore être densifiées sans dépasser leurs limites actuelles. Il faut en même temps satisfaire les demandes de nombreux habitants qui aspirent à vivre dans des lieux isolés de tout. La dispersion, la très faible densité à l'hectare est une liberté primitive fondamentale. D'ici peu d'années, les nouvelles techniques de déplacements autonomes et propres permettront de dé-centrer la ville et de re-naturaliser l'ensemble du territoire.

V. Végétal / Minéral

L'animal n'est pas fait pour vivre en ville. L'homme non plus. L'industrialisation, d'abord ferroviaire puis automobile, nous a contraint à vivre cet enfermement. Le télétravail, la numérisation et la robotique sont entrain de faire sauter ce carcan biséculaire. Très bientôt, nous vivrons tous au calme, entourés d'oiseaux, d'arbres et de rivières.

Nous demandons que chaque nouvel emploi créé soit situé en dehors des villes. Que chaque départ en retraite soit remplacé par un poste de travail à distance. Nous proposons que l'empreinte carbone de toute nouvelle construction du secteur tertiaire soit de zéro : matériaux, énergies, durabilité, luminosité, maintenance.

VI. Proximité / Lointain

L'exclusion ressentie aujourd'hui par beaucoup de français, si elle est effectivement économique, est avant tout psychologique. Se savoir loin de tout s'accompagne d'un sentiment d'abandon. Loin du savoir, loin de l'information, loin de la dynamique collective. Nous pouvons être physiquement proches de nos voisins mais très éloignés du monde.

Nous demandons que chacun soit relié à chacun. Que chaque habitant de tout point du territoire puisse accéder en langue française aux richesses du commun national : histoire, littérature, philosophie, sciences, arts, théâtre, cinéma, musique, gastronomie. Tout lointain sera intégré comme proche.

VII. Lieux / Nulle part

Les lieux sont la condition première de l'établissement de l'homme dans l'espace. Les lieux c'est ici et maintenant : ils sont bornés, limités, identifiables. L'espace c'est nulle part : il est infini, a-humain, hors des temps. La condition post-moderne a généré une rupture dans nos tréfonds archaïques et anthropologiques. Elle est la source de souffrances quotidiennes.

Nous proposons que les architectes, pour chacun de leurs édifices, créent des intriorités de silence, des cloîtres de paix, des lumières de silence. Ils doivent pour cela s'interroger sur la justesse de leurs actions : lieux, programmes, coûts, échelle, solidité, symboles, images.

Michel Bourdeau

Architecte

« Un monde mal partagé ne donne rien de bon » (Proverbe brésilien)

par Laurent Salomon

Depuis quelques décennies, la notion de territoire(s) prend le pas sur les notions concrètes de ville et de campagne, illustrant parfaitement le processus de « marchandisation » du sol à l'œuvre. Cette évolution a touché aussi bien les intellectuels – chercheurs ou concepteurs – que les opérateurs professionnels. Les premiers s'adaptent à un « marché » dont l'habitant est exclu et remplacé par un simple consommateur. Ils enseignent même ces logiques d'exclusion de l'habitant du sujet urbain comme un nouveau champ de connaissance. Les seconds professent la vérité du marché et de son autorégulation, avec la foi du charbonnier. Face à cela, les élus de la République sont incapables de défendre l'espace concret contre sa marchandisation et scellent ainsi une alliance contre-nature

des intellectuels, des financiers et des édiles ; la ploutocratie triomphante livre l'espace en pâture aux appétits de profit de toutes sortes, au mépris de la dignité humaine. Nous en sommes exactement là.

La « Métropole », ce toujours « Grand Quelque Chose », comme un slogan, ne propose comme projet que la fonctionnalité urbaine la plus triviale mais celle-ci n'est qu'un dispositif technique à la poursuite de sa remise à niveau, service public défaillant courant après ses retards chroniques et lui-même conséquence de l'absence flagrante de projet social. Cette absence de projet aboutit à la dés-humanisation du politique, réduit par lui-même à une technocratie aveugle. Une logique exclusivement financière

instaure progressivement cette société de « travailleurs sans travail » qu'annonçait Hannah Arendt en... 1958 !

Ainsi le(s) « territoire(s) » désigne cet espace abstrait dans lequel un processus administratif régit une entité « intercommunale » dont les grands absents sont les habitants. Car seule leur absence peut conduire à trouver pertinent de fermer les maternités, les bureaux de poste, les lignes ferroviaires ou les écoles. Il en est de même pour cette nouvelle panacée de l'aménagement urbain qu'est le « paysage », mot dont le sens est encore plus flou que celui d'architecture. Car tout de même, un paysage est, par essence, une représentation. Mais de quoi ? Le plus souvent, il ne représente dans l'urbanisme contemporain que le succédané de cette nature qu'il n'est pas. Parfois il atteint l'ambition d'une esthétisation d'un disponible, voire du cadeau d'un ailleurs, pour fuir le sordide d'un quotidien enfermé dans le « logement ». Car il serait aussi bien utile de réinvestir la signification de ce terme qui ne désigne finalement que le degré zéro de la « demeure ». Or le sens est tenace : cette demeure nous dit en creux tout le mal qu'elle pense de la « mobilité ». Cette mobilité, à laquelle certains veulent assigner le pauvre, à la poursuite perpétuelle d'un travail qui se dérobe à lui, alors qu'elle est le jeu préféré du riche qui peut, lui, s'offrir de demeurer en plusieurs endroits : l'errance du pauvre face à l'ubiquité du riche !

Habiter le monde, vivre sa vie sans être réduit à l'état d'esclave d'un système économique qui, à l'instar des systèmes religieux d'antan, ambitionne de conditionner toute la vie de l'humanité. Contre cela, la seule liberté qui vaille est la liberté collective. La liberté individuelle est une chimère, une prison du « tous contre tous ». La liberté collective est dans la parole publique de chacun qui, dans le débat, offre l'occasion de construire un futur commun. Et la ville est le lieu de cette parole : les événements actuels le rappellent douloureusement à ceux qui ont cru pouvoir y imposer l'amnésie. La polis contre la police !

La ville, la commune sont des sujets de projet : social bien sûr... mais aussi poétique. Au-delà de la torture du labeur (qui est l'étymologie même du « travail »), l'humanité n'existe et ne s'épanouit que dans la poésie. A son registre s'inscrivent tous ses projets, y compris ceux qui dessinent les contours d'une autre société.

La « Métropole » administrée, le « territoire » gestionnaire, le « paysage », alibi et cache-misère de l'aphasie des édiles, sont impuissants à satisfaire les aspirations d'une humanité qu'on a pris le risque d'instruire et qui comprend bien maintenant tant l'origine que le niveau de son exploitation par une caste qui se goinfre et laisse la charge du collectif aux plus démunis.

Quelle est notre responsabilité d'architecte face à cette nécessaire reconfiguration du monde pour rendre l'espace habité à ses habitants ? Malheureusement, dans notre pays, l'architecture est souvent considérée comme un dispositif d'esthétisation de la domination. C'est un fait local, ce n'est pas la nature de l'architecture. C'est la trace des différentes formes de centralisme qui ont caractérisé notre histoire. S'y mêlent l'absolutisme royal, l'unification

culturelle révolutionnaire et les processus de planification ultérieurs : ceux-ci se sont représentés dans une monumentalité « hors-sol », un fait esthétique sans racines identifiées et exprimant un pouvoir imposé depuis ailleurs.

La « puissance » de l'architecture serait-elle condamnée à ne célébrer que l'oppression ? Ne serait-elle qu'une machine à museler la parole publique ? Ou bien peut-elle retrouver le chemin de l'Agora, quand les temples s'en tenaient encore à l'écart ?

C'est bien à cette fin que la composante moderne de l'architecture a constitué un langage nouveau à l'aube du XXe siècle, poétisant le commun, « l'artialisant » pour reprendre ce néologisme d'Alain Roger. Ce langage s'est proposé de prendre en charge le récit d'une autre société, démocratique et républicaine. En cela, il a peu à voir avec les bricolages esthétiques « Beaux-Arts » qui célèbrent la société de consommation et ses capitaines d'industrie, voire « l'illibéralisme rampant » qui chemine dans l'esprit de ceux-là-mêmes qui le dénoncent. Peut-être doit-on d'ailleurs interpréter la guerre larvée qui est menée actuellement contre le « moderne » comme la volonté de l'éradiquer, lui et surtout son potentiel subversif.

Où se trouvent les solutions ? Sans doute dans une considération accordée de nouveau à la ville, dans la recomposition de sa forme par l'interdiction de l'artificialisation de nouvelles emprises foncières, par l'assujettissement de tout allotissement du sol à un projet social préalable négocié avec les habitants, par le blocage de la spéculation. Là se situent des espaces de reconquête pour les lieux que la vie humaine exige.

Mais pour cela l'architecte doit assumer de descendre dans l'arène. Si le projet est collectif, l'œuvre, toute privée qu'elle soit ontologiquement, doit s'inscrire dans une démarche ouverte, publique, comme, par exemple, celle promue par les « Ateliers des Territoires », portée par le Ministère de la Cohésion des Territoires et des relations avec les collectivités territoriales, mais qui, apparemment, est éternellement vouée à rester expérimentale. Là on découvre que le savant peut s'enquérir des nécessités auprès du peuple et de ses représentants, leur exposer sa lecture du réel, proposer des voies de développement mais aussi qu'il a vocation à écouter. Il faut opérer de sorte que l'évolution de la pensée soit exposée, critiquée et nourrie, que la forme vient en conséquence du débat. Elle n'est plus alors assignée à un statut d'objet ou de vide exposé, elle est un « LIEU ». Le temps est redonné à l'humanité pour comprendre et penser avant d'habiter. Tout est sur la table : la ressource – de quelque nature qu'elle soit – la charge, la durée. L'argent, la technique ne sont plus ni l'un ni l'autre les fins, mais les moyens. Et l'écologie dans tout ça ?

Avant l'invasion de l'architecture par la « technologie », l'œuvre d'architecture était par essence inscrite dans une économie de long terme, elle s'est toujours voulue durable. Ce sont les cycles de la consommation qu'on lui a imposés

qui ont contesté cette nécessité. Ce ne sont pas les ingénieurs qui ont inventé la double toiture ou le brise-soleil (eux, c'est plutôt la climatisation). En revanche, chaque fois que la technique « s'y est crue », cela a donné le coffrage tunnel, les chemins de grue, les « Pailleron » et autres modèles constructifs. Avec l'aide des affairistes de l'administration, on a même eu droit aux « chalandonnettes ». Bref, le germe de toutes sortes de catastrophes architecturales. Et quand un grand corps d'ingénieurs de l'Etat s'est emparé du problème urbain, ça a produit les « cités ouvrières », les « grands ensembles », les « zones industrielles », les autoroutes « intra-muros » : toutes ces charmantes inventions technico-administratives qui, prétendant à une efficacité économique, ont tricoté le linceul du social et donc, à l'envers des objectifs escomptés, ont été protagonistes d'une catastrophe socio-économique encore actuelle dénommée « Banlieue ». Il est donc temps de sortir de ce nouveau fétichisme à peine né : la question écologique est implicite à celle d'habiter et à cet égard la technique n'en est que le moyen et sûrement

pas la fin, n'en déplaie aux innombrables spécialistes de la spécialisation.

L'humanité doit comprendre tous les ressorts de cette parcellisation des savoirs, des autorités, des entités administratives, des « territoires » : ce sont les avatars déshumanisants d'une technicisation qui nous anonymise, nous enferme dans cet individualisme qui est le lit de notre impuissance sociale qui, à son tour, est la mère de toutes les inégalités ... Elles-mêmes sans mesure et sans limites.

Laurent Salomon

Architecte

Membre du conseil d'administration

(Ce texte doit être considéré comme une suite de l'éditorial du Bulletin de la SFA n°42, 2006)

<http://www.sfarchi.org/wp-content/uploads/pdf/Bulletin42.pdf>

Pour une architecture politique

par Franco Purini

Depuis quelques années, l'architecture mondiale s'est dirigée vers un « néo-fonctionnalisme composite », même si ce phénomène n'est pas assumé. Il s'agit d'une conception totalisante de notre profession mêlant de nombreux ingrédients : la technique ; la dimension médiatique ; un écologisme nourri de développement durable et de « décroissance heureuse », plus affiché que réel ; la sociologie ; la poursuite d'expressions picturales issues de théories de l'enveloppe et de la sculpture, rendues spectaculaires par des divagations plastiques et décoratives oubliées des logiques formelles de l'architecture. Le tout s'épanouit tant au niveau du potentiel – positif – du numérique (notamment dans certaines de ses suggestions opérationnelles), que dans la notion toujours plus étendue et omniprésente de « paysage ». Celle-ci a fini par absorber et par vider de leurs sens les notions de territoire, de ville et d'architecture. Il découle de cela une sorte d'espéranto architectural, un lexique syncrétique associant différents morceaux linguistiques provenant de cultures proches et lointaines. Cet espéranto constitue une mosaïque de fragments d'écritures architecturales diverses sans logique intrinsèque, très loin de la raison sans laquelle toute intervention architecturale est dépourvue de sens.

Cependant, le problème le plus grave lié à la prédominance de ce courant réside dans l'anéantissement de la valeur fondamentale de l'architecture : la définition de l'habiter comme un récit infini, cyclique et profond, reflétant la condition humaine dans ses aspects les plus primitifs. Le paradigme typologique, comme sens du rapport entre les éléments d'une architecture et leur composition — et

non comme la classification exhaustive des genres de constructions — a disparu. La sédimentation, l'épaisseur du temps passé depuis l'époque où un bâtiment a été pensé et réalisé est une composante essentielle de l'architecture : elle est abandonnée. Son essence formelle est mise entre parenthèses, voire oubliée, et l'on assiste à la prolifération de bâtiments aphasiques, qui peuvent être visuellement agréables mais se passent d'un deuxième regard. De cette manière, une conception simplifiée de la réalité s'impose avec, à la clé, un réalisme pratique qui nie toute projection vers le futur au profit d'un aplatissement dans le présent extrêmement néfaste. Le passé, lui aussi, est laissé en arrière, comme s'il s'agissait d'une chose inutile et dangereuse. De tout cela, il ressort que la deuxième vie d'un bâtiment a complètement disparu et, avec elle, cette forme d'inscription dans le temps par laquelle une volonté utopique ou visionnaire révèle un niveau supra-réaliste, véritable clé pour accéder à une vérité des choses, quand bien même elle ne serait que partielle et temporaire.

Dans ce cadre, la technique est devenue une fin, après qu'on ait choisi, à tort, de ne plus en faire un moyen ; les médias ont construit des mythes intrusifs célébrant la consommation ; d'un côté l'écologisme se mobilise pour améliorer les performances des bâtiments par l'utilisation des énergies renouvelables et la limitation du gaspillage, de l'autre il aspire à des formes de re-naturalisation qui sont presque toujours à l'origine de nouvelles augmentations des ressources nécessaires pour en faire une architecture accueillante ; dans ses analyses, la sociologie attribue à l'architecture de trop

grandes responsabilités, nombre d'entre elles dérivant en fait de choix législatifs erronés ; l'imitation de langages picturaux et plastiques falsifie le langage architectural en éliminant à la racine ses caractères constitutifs. Sans oublier les divers spécialistes dont le nombre a morcelé l'unité de l'architecture en une excessive série de savoirs particuliers.

Les interventions à l'échelle géographique, de plus en plus rares, sont remplacées par des modifications, certes non dépourvues de sens et d'utilité, mais tellement dissociées les unes des autres – même lorsqu'elles sont nécessaires – qu'elles ne donnent pas lieu à des relations structurelles significatives. La ville n'a plus ce dessin que Ludovico Quaroni estimait fondamental pour qu'il corresponde à la définition que Claude Lévi-Strauss a donné de la ville comme « la chose humaine par excellence ».

Tout est aléatoire, provisoire, désordonné. Il n'y a pas de logique, ni dans le tracé, ni dans le tissu de bâtiments qui le remplit. Les lieux ont disparu. Ils sont supplantés par les « non-lieux » chers à Marc Augé, indigents et rendus habitables sans être aimés. De même, durée et mémoire sont aujourd'hui ignorées. La ville mondiale est, pour paraphraser Guy Debord, la ville du spectacle, un amas sans mesure de bâtiments autonomes en compétition les uns avec les autres ; des bâtiments faits pour surprendre, objets de design industriel « augmentés » et de conception arbitraire ; des bâtiments dans lesquels, par exemple, une relation logique, pourtant indispensable, entre tectonique et architecture fait complètement défaut.

Le cas de New York est édifiant : on y a aboli depuis quelques années la relation qui existait précédemment entre la surface d'un bâtiment et sa hauteur. Ont ainsi vu le jour des architectures paradoxales, aux bases extrêmement réduites pour des hauteurs incroyables. La ville du néo-fonctionnalisme est source de malaise, de désorientation, de danger, mais elle est aussi, contradictoirement, objet d'une exaltation massive et incompréhensible. Il est urgent de s'interroger sur les raisons pour lesquelles, malgré ses limites, la ville contemporaine est entrée dans l'imaginaire de la majeure partie de ses habitants dont de nombreux architectes, qui la considèrent comme une expression du bien et du mal, aventureuse et, au fond, désirable, s'offrant telle une ruine de Piranèse. Dans cette situation, l'urbanisme ne sait plus quel est son rôle. Ses prévisions se révèlent en effet démenties au moment même où elles sont formulées, dans la mesure où la situation de la ville change perpétuellement. Les attentes, les conflits, les difficultés de chaque type changent pratiquement jour après jour les conditions sociales et structurelles des villes, remettant en question les hypothèses qu'on peut faire sur leur avenir.

Je peux désormais répondre à la question posée, à savoir : que faire aujourd'hui pour affronter les crises de la civilisation actuelle. Je suis, moi aussi, convaincu que nous nous trouvons face à la nécessité d'un changement

radical de notre vie sur la Terre.

Naturellement, du point de vue de notre travail, il s'agit de ce que les architectes peuvent faire, eu égard à leurs connaissances et à leur rôle, pas très efficace par nature, et de ce que leurs ouvrages peuvent assumer concernant les changements sociaux, écologiques et productifs qui s'avèreront nécessaires. Je suis convaincu depuis longtemps que notre mission principale en tant qu'architectes ne peut se cantonner à des questions techniques ou encore à « apporter des solutions techniques à des questions générales ». L'architecture, comme le pensait Manfredo Tafuri, ne peut changer le monde, mais elle peut le construire sur la base de décisions poétiques, culturelles et productives. Ceci ne signifie pas que les architectes ne doivent ou ne puissent formuler des hypothèses, aussi bien praticables qu'utopiques, mais leur possibilité d'agir dans la réalité ne dépend pas de leur seule volonté.

L'architecture elle-même est une réalité, certes partielle, qui modifie l'entière réalité entendue dans son sens le plus large mais dont l'évolution dépend de facteurs qui ne sont pas seulement architecturaux.

Il est urgent de dépasser la mentalité néo-fonctionnaliste dominante qui célèbre une consommation illimitée pour restituer à l'architecture sa nature d'art collectif.

Cela est nécessaire même si cela se passe à l'intérieur des logiques de la mondialisation qui, sous plusieurs aspects, restent imprévisibles, contradictoires, et sont rendues encore plus indéchiffrables par les migrations et les nouvelles frontières qui entendent les endiguer.

Il faut effectuer une véritable révolution copernicienne du savoir relatif au construire.

L'architecture est l'expression artistique de l'habiter, et l'une des révélations les plus durables et profondes de la dimension humaine – avec le mystère qui la marque et la détermine.

Il convient de repenser toute la sphère du construire à travers une recherche théorique expliquant les principes de l'activité créative. Cette recherche devrait permettre de faire naître de la réaffirmation de la fin de l'architecture – entendue comme destinée à réaliser un monde utile et imprégné de beauté – un certain nombre d'espaces disciplinaires subordonnés, constituant une progression thématique liée par les connexions logiques nécessaires.

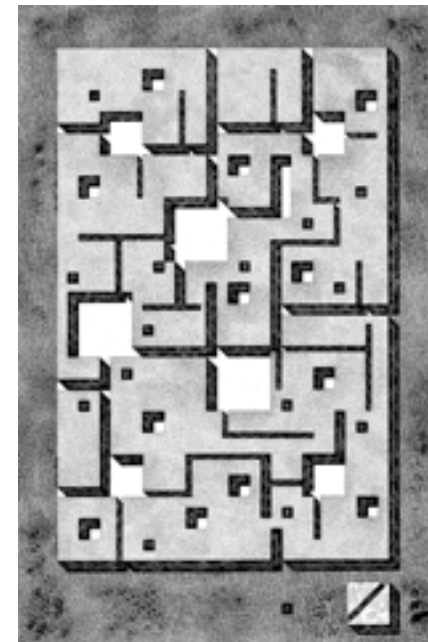
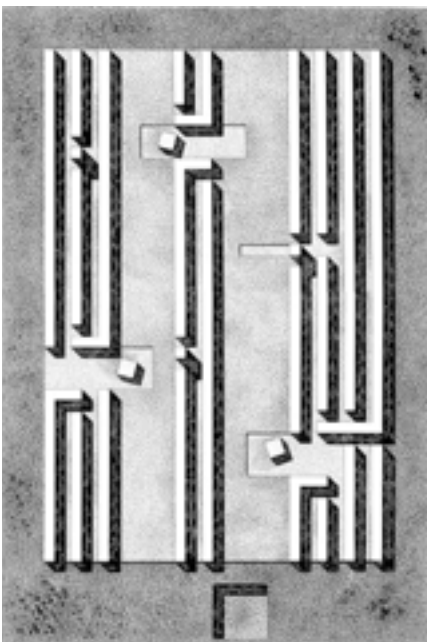
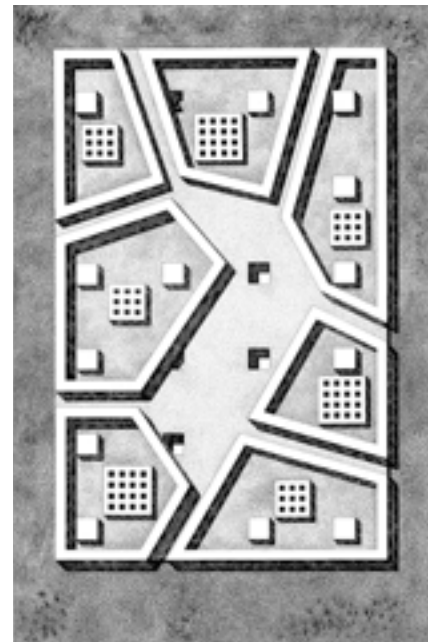
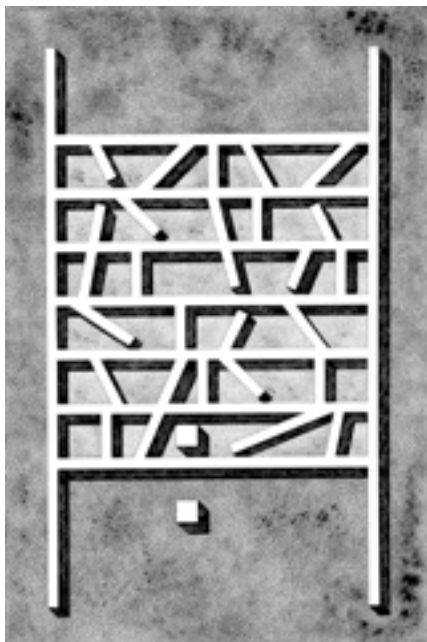
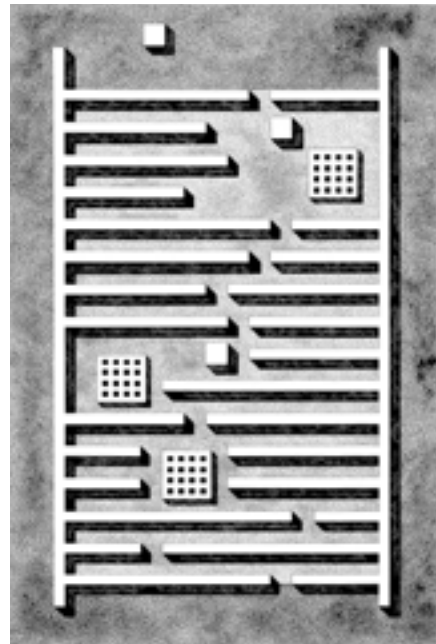
Il n'y a pas besoin, contrairement à ce que certains croient, d'inventer de nouvelles catégories théoriques et pratiques, mais de redessiner une nouvelle carte cognitive et créative qui recompose le savoir architectural aujourd'hui totalement déstructuré. Il faut placer la personne et sa communauté au centre avec, d'un côté, la volonté formelle de l'architecte et, de l'autre, la nécessité que son langage soit compris par le plus grand nombre des habitants de lieux enfin redécouverts.

Pour y parvenir, il convient de restituer son essence à l'habiter : rendre les êtres humains plus libres et heureux, capables de réaliser leurs projets existentiels sous le signe de l'art comme plus haute expression matérielle, intellectuelle et spirituelle.

Cet objectif est, pour citer Charles Baudelaire, « partial, passionné, politique ». La ville – partagée entre le bien et le mal – et l'architecture – presque complètement privée de son sens le plus authentique – sont depuis longtemps en attente d'une indispensable renaissance.

Franco Purini

Architecte



La Société française des architectes
organise la troisième édition du
PRIX HENRY JACQUES LE MÊME

CONCOURS D'ÉCRITURE

ARCHITECTURE À LA LETTRE – UN LIEU, UN TEXTE
premier prix 2500 €

MAI – OCTOBRE 2019



Edition 2019

Le Prix Le Même

La Société Française des Architectes lance la troisième édition de son concours d'écriture « l'architecture à la lettre – un lieu, un texte »

Lors de la deuxième édition présidée par Laurence Cossé, nous avons eu le plaisir de recevoir des contributions d'architectes, bien sûr, mais aussi d'écrivains, de curieux et d'amateurs passionnés de l'architecture et du paysage. Quatre d'entre eux ont été récompensés et trois remarqués.*

Pour cette nouvelle édition, nous conservons l'esprit du concours :

- **un lieu** dont le choix est libre (bâtiment/paysage naturel ou construit)
- **un texte** qui propose une analyse, une compréhension fine, la mise en valeur du lieu, un rapprochement entre l'art d'écrire et l'art d'édifier...

Beaucoup d'écrivains se sont intéressés à la peinture et à la musique, en portant un regard différent des artistes eux-mêmes. Peu d'entre eux, en revanche, ont écrit sur l'architecture, et encore moins sur l'architecture moderne.

A travers le prix Henry Jacques Le Même, la Société française des architectes veut, modestement, contribuer à renouer le lien entre architecture et écriture, à raviver la conversation entre ces deux modes d'être au monde.

Reglement de la consultation

Publics concernés

Ouvert à tous : étudiants, architectes, universitaires, chercheurs, écrivains et curieux...

Nota : Les membres du conseil d'administration de la SFA et les membres de leurs familles ne sont pas éligibles à ce concours.

Documents à remettre

Document de présentation du candidat et de son parcours un A4 au format Pdf

Ecrits au format Pdf :

- > jusqu'à 25000 caractères (cela s'entend espaces compris, notes non comprises),
- > le document doit être remis en primeur, sans publication antérieure,
- > il peut être illustré de photos ou dessins (pas de vidéos),
- > son sujet ne doit pas être une œuvre de l'auteur.

Langue

Texte et légendes en langue française.

Prix et récompenses

| | |
|------------------|---------|
| 1er prix | 2 500 € |
| 2ème prix | 1 000 € |
| 3ème prix | 500 € |

Les textes des lauréats et les éventuels textes remarqués feront l'objet d'une publication dans le bulletin - numéro spécial, Prix Henry Jacques le Même et sur le site internet de la Société.

Le prix et la récompense afférente peuvent être donnés à titre individuel ou collectif,

Le jury se réserve le droit de ne pas remettre de premier prix.

La SFA se réserve le droit de diffuser/exposer tout ou partie des propositions lauréates sans compensations financières supplémentaires.

Composition du jury

Le jury sera composé :

- > d'un président du jury reconnu pour ses talents littéraires et son intérêt manifeste pour l'espace construit,
- > du président de la SFA ou de son représentant,
- > du rédacteur en chef de la revue Le Visiteur,
- > de membres de la SFA désignés par le comité d'organisation du Prix,

Critères de jugement

Intérêt du sujet
Qualité de l'écriture
Originalité de la proposition

Calendrier

Appel à candidature: **20 mai 2019**

Réception des propositions par mail à contact@sfarchi.org au plus tard le: **21 octobre 2019**

Analyse et jury à suivre

Proclamation des résultats au plus tard le: **13 janvier 2020**

***Les lauréats** : Ikram Chaibdraa Tani, *Genuis Loci* ; Celia Houdart, *Le Gandhi Bhawan* ; Méghane Adam, *Le Modulor de ma mère* ; Aglaé Sainvet, *Brèves de portes*.

Textes ayant retenu l'attention du jury : Jean-Christophe Brard, *Musée des Beaux-Arts* ; Marc-Antoine Durand, *Autour de la Lovell Beach House* ; Romain Lepens, *Renaissance*.

le visiteur



Abonnez-vous au *Visiteur* !

Créé par la Société Française des Architectes en 1995, *le Visiteur* encourage un regard critique sur l'architecture, le paysage, les infrastructures et l'urbanisme. *Le Visiteur* souhaite promouvoir des réalisations exemplaires par leur manière d'accueillir nos usages et de donner forme à nos villes.

Le Visiteur donne la parole au discours critique réunissant tous les acteurs du projet et de la ville, pour installer un espace de pensée au service d'un réel débat, qui tente d'allier un certain appétit littéraire et la culture du projet.

Notre revue est illustrée en couleur et entièrement traduite en anglais. Les projets et les réalisations faisant l'objet des articles sont systématiquement accompagnés

des plans et de nombreuses illustrations descriptives (photographies, croquis), pour répondre à la demande d'un lectorat composé d'architectes, de paysagistes, d'enseignants-chercheur, d'historiens et d'étudiants aussi bien en architecture qu'en sciences sociales.

Pour plus d'informations, nous vous invitons à visiter **notre nouveau site Web bilingue**, www.levisiteur.com, où vous pouvez trouver les tables des matières de tous les numéros publiés à ce jour accompagné d'extraits ou de résumés des articles.

Pourquoi adhérer à la Société française des architectes ?

Adhérer à la SFA c'est défendre une certaine idée de l'architecture : attachée à la satisfaction de l'usage, au rôle social de l'architecte, à la défense du savoir architectural et au refus de l'esbroufe. C'est s'intéresser à l'enseignement de l'architecture, à la recherche, aux débats, à la construction du savoir. C'est défendre le projet comme lieu du savoir fondamental de l'architecture.

Adhérer à la SFA, c'est être prêt à découvrir ; ne pas se satisfaire d'un système où les revues publient ce que les revues publient, et où l'on invite à des conférences les gens qui en donnent déjà partout. Les architectes étrangers que la Société invite ne sont pas souvent dans Deezee ou Archdaily, mais c'est à la Société qu'ont été invités pour la première fois en France Yvonne Farrell et Shelley McNamara (Grafton Architects), Ignacio Mendara Corsini, Marina Tabassum, Gong Dong (Vector architects), Lance Herbst, Jean-Pierre Porcher et Margarida Oliveira (Topos Atelier). La SFA est curieuse de ce qu'on ne connaît pas encore.

Adhérer à la Société française des architectes c'est soutenir ses actions et y participer :

- la Société organise chaque année un colloque savant et ouvert, où se rassemblent architectes, étudiants, professeurs, philosophes, écrivains, intellectuels, où l'on discute, où l'on échange, où l'on rit pas mal, où l'on pose des questions et où l'on offre des réponses.
- la Société organise chaque année un voyage à l'étranger ouvert à ses membres, autour d'une visite d'un ou plusieurs projets récents et d'autres plus anciens.
- la Société édite une revue annuelle, le *Visiteur*, où il est question de projet, d'histoire, d'architecture sous toutes ses formes, où l'on traduit des textes fondamentaux et où l'on propose ceux qui deviendront les classiques de demain, où l'on visite en détail les projets exemplaires d'aujourd'hui. Le *Visiteur* est la meilleure revue du moment.
- la Société participe à la vie de la profession, avec les autres organismes comme l'Ordre ou les syndicats pour défendre l'architecture et les architectes.
- la Société édite un bulletin thématique, ouvert à tous les adhérents, où l'on traite des questions d'aujourd'hui : le BIM, le lotissement, le changement climatique, l'enseignement, le logement social, etc.
- la Société est ouverte aux architectes et aux étudiants en architecture. Adhérer à la SFA c'est s'impliquer, se faire entendre, participer à tout cela, à un moment où l'architecture est en danger, alors qu'elle est l'un des outils les plus adaptés pour penser la société de demain ; quand les architectes sont menacés dans leur pratique, il faut faire entendre sa voix en la rendant plus forte, et être ensemble.

Adhérez !



Bulletin n°55 | 2e Trimestre 2019

Publié par la Société française des architectes (SFA)
247, rue Saint-Jacques – 75005 Paris



Société Française des Architectes



www.sfarchi.org



contact@sfarchi.org

© Société française des architectes, Paris, 2019



SFA

société française des architectes